

REPUBLIQUE DU SENEGAL

**AUTORITE DE REGULATION DES
MARCHES PUBLICS
(ARMP)**

**HOPITAL GENERAL DE GRAND-YOFF
(HOGGY)**

**REVUE INDEPENDANTE DE LA
CONFORMITE DE LA PASSATION DES
MARCHES AU TITRE DE LA GESTION 2009**

RAPPORT FINAL

(mars 2011)

BSC
BUSINESS SYSTEM
CONSULTING GROUP
(Conseil - Audit - Expertise)

12 , Rue Saint Michel BP 11 616 Dakar Tél (221) 33 821 41 72 Fax (221)33 822 95 03 E mail bsc@arc.sn

Dakar, le 29 mars 2011

**Monsieur le Directeur Général de l'Autorité de
Régulation des Marchés Publics (ARMP)
Rue Alpha Hachamiyou Tall Angle Kléber
Dakar**

Monsieur le Directeur Général,

Conformément à la mission que vous nous avez confiée, nous avons procédé à la vérification des processus de passation, d'exécution, de suivi (administratif, financier et technique) et de contrôle des marchés conclus par l'Hôpital Général de Grand-Yoff pour la période allant du 1^{er} janvier au 31 décembre 2009.

Il s'agit, dans le cadre de cette mission, de mesurer le degré de respect des dispositions et procédures édictées par le Nouveau Code des Marchés Publics et ses textes d'application afin d'exprimer une opinion motivée sur l'adéquation des procédures de passation des marchés et de gestion des contrats conclus par l'Hôpital Général de Grand-Yoff avec les dispositions dudit code.

Notre examen effectué conformément aux normes d'audit généralement admises sur le plan international (normes IASB) a comporté les sondages et autres procédés de vérification que nous avons jugés nécessaires en la circonstance.

Ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que :

- les marchés attribués au cours de la période sous revue ont été passés de manière transparente et régulière conformément aux dispositions du Code des Marchés Publics et que la mise en œuvre de ces procédures ne comporte pas d'anomalies significatives ;
- l'exécution financière des marchés est effectuée conformément aux dispositions contractuelles et à la réglementation en vigueur ;

- les procédures de contrôle de la matérialité des transactions et de suivi de leur exécution physique sont adéquates et permettent de s'assurer de la réalisation des marchés conformément aux prescriptions techniques et aux normes prévues.

Nous estimons que nos contrôles fournissent une base raisonnable à l'opinion exprimée ci-après. Ces travaux appellent de notre part les remarques et observations ci - après:

1. Réserves

- le contrôle de l'échantillon de transactions sélectionnées à partir de la balance auxiliaire des comptes fournisseurs a permis de constater que des achats estimés à 71 729 148 F CFA ont été effectués sur des bases non concurrentielles et constituent de ce fait des ententes directes non autorisées en violation des dispositions de l'article 75 du CMP ; Sous ce rapport il faut également souligner que les mêmes natures d'opérations font l'objet de multiples achats fractionnés dont les montants cumulés dépassent largement les seuils de passation des marchés par appel d'offres ;
- le dossier d'appel d'offres portant fourniture de médicaments, de petits matériels et consommables médico-pharmaceutiques, de réactifs de laboratoire, de produits dentaires et d'implants renferme des dispositions destinées, selon l'autorité contractante, à assurer la sécurité des approvisionnements mais qui sont abusives et contraires aux principes d'équité et d'économie. Une autre clause du DAO dispense les candidats étrangers de présenter des pièces administratives alors qu'en vertu du principe de reconnaissance mutuelle défini par l'article 2 de la Directive N° 4 de l'UEMOA, les fournisseurs communautaires sont assujettis à la présentation des pièces habituellement requises dans leurs pays d'origine;
- un avenant de 62 000 000 F CFA au marché portant sur la fourniture de poisson a été conclu sans autorisation préalable de la DCMP en violation des dispositions de l'article 138 du CMP qui dispose que la DCMP émet un avis sur les marchés fractionnés quel que soit leur montant; s'y ajoute qu'au terme des dispositions de l'article 18 DU COA, "lorsque la conclusion d'un contrat est soumise à une autorisation préalable, la violation de cette obligation entraîne la nullité absolue du contrat". Le même constat a été observé pour le marché portant sur les denrées alimentaires reconduit par avenant sans autorisation préalable pour un montant de 145 000 000 F CFA;
- la DRP portant sur les travaux de réhabilitation de la salle d'angiographie a fait l'objet d'une relance. La Commission ayant à tort décidé de ne pas procéder à l'ouverture des plis arguant qu'un seul pli a été reçu à la date limite des offres; cette décision n'est pas conforme au CMP. S'y ajoute que dans le cadre de la relance de la procédure de DRP, l'examen des offres a permis de constater que les factures pro forma de trois des soumissionnaires présentaient des similitudes laissant entrevoir qu'elles ont été préparées par la même source ou des sources liées. Concernant toujours ce marché, une avance de

démarrage de 40% a été payée au prestataire en violation des dispositions de l'article 94 du CMP qui interdit tout paiement lorsque la durée d'exécution des travaux n'excède pas trois mois;

- la DRP portant fourniture de matériel d'endoscopie a été attribuée pour 14 980 200 F CFA à STE sur la base d'un critère dit du "mieux disant" au détriment du candidat SDM qui a présenté l'offre conforme évaluée la moins disante en violation de l'article 77 du CMP;
- l'entretien et réparation du parc des climatiseurs, split, réfrigérateurs et des chambres froides, attribué a fait l'objet d'une commande de régularisation attribuée à Froid Nguelaw en violation des dispositions de l'article 44 du COA;

2. Limitations à l'étendue de nos travaux et autres domaines d'incertitudes subsistants à l'issue de notre mission

- le rapport annuel de la Commission des Marchés (article 141 du NCMP) destiné à la DCMP et à l'ARMP n'a pas été préparé par l'Hôpital Général de Grand Yoff;
- les rapports trimestriels de la Cellule de Passation des Marchés non plus n'ont pas été transmis à la DCMP et à l'ARMP;

A notre avis, à l'exception des points évoqués aux paragraphes 1 et 2 ci - avant, les procédures de passation et d'exécution des marchés sont conformes aux principes généraux d'économie, d'efficacité, d'équité et de transparence édictés par le décret 2007 – 545 portant Code des Marchés Publics.

	SOMMAIRE	Pages
	Lexique des abréviations et sigles	5
1	Synthèse des non conformités et des recommandations	7
1.1	Tableaux de synthèse des non conformités et des recommandations	8
1.2	Synthèse des non conformités sur l'exécution financière	12
1.3	Synthèse des non conformités sur l'exécution physique	13
1.4	Tableau de synthèse des Violations du CMP par marché	16
2	Contexte de l'intervention et objectifs de la mission	20
2.1	Contexte de l'intervention	20
2.2	Objectifs de la mission	21
2.2.1	Objectifs généraux	21
2.2.2	Objectifs spécifiques	21
2.2.3	Etendue des travaux à effectuer	22
2.2.4	Rapports émis au terme de la mission	24
3	Approche méthodologique	27
3.1	Revue approfondie des textes de référence (Phase N° 1)	27
3.2	Analyse de l'organisation et de l'environnement de la passation des marchés (Phase N° 2)	28
3.3	Vérification des différentes étapes de la passation des marchés (Phase N° 3)	29
3.3.1	Audit de la préparation des marchés (Module 1)	30
3.3.2	Audit de la gestion de l'attribution (Module 2)	31
3.3.3	Audit de la gestion de l'exécution des marchés dans ses aspects administratifs, financiers et physiques (module 3)	32
4	Résultats des travaux	34
4.1	Revue du cadre institutionnel et de l'environnement de la passation des marchés	34
4.1.1	Commission des marchés	34
4.1.2	Cellule de passation des marchés	34
4.1.3	Plan de passation des marchés	34
4.1.4	Avis général de passation des marchés	34
4.1.5	Rappel des seuils applicables à DDD	35
4.2	Examen des marchés	36
4.2.1	Périmètre couvert par nos travaux	36
4.2.2	Marchés conclus par Appel d'offres	38
4.2.3	Marchés conclus par Avenant	41
4.2.4	Marchés conclus par Demande de Renseignements et de Prix	44

Liste des abréviations et sigles

AOO	Appel d’Offres Ouvert
ARMP	Autorité de Régularisation des Marchés Publics
CM	Commission des Marchés
CMP	Code des Marchés publics
CPM	Cellule de Passation des Marchés
DAC	Dossier d’Appel à la Concurrence
DAO	Dossier d’Appel d’Offres
DP	Demande de Propositions
DRP	Demande de Renseignements et de Prix
ED	Entente Directe
HT	Hors Taxe
HOGGY	Hôpital Général de Grand-Yoff
MEF	Ministère de l'Economie et des Finances
NCMP	Nouveau Code des Marchés Publics
PM	Premier Ministre
PPM	Plan de Passation des Marchés
PV	Procès Verbal
RAPEV	Rapport d’Evaluation
TTC	Toutes Taxes Comprises
TVA	Taxe sur la Valeur Ajoutée
UEMOA	Union Economique et Monétaire Ouest Africaine

SECTION 1
SYNTHESE DES NON CONFORMITES ET DES RECOMMANDATIONS

1.1 SYNTHESE DES NON CONFORMITES SUR LA PASSATION DES MARCHES

1.1 TABLEAUX DE SYNTHESE DES NON CONFORMITES ET DES RECOMMANDATIONS

SYNTHESE DES NON CONFORMITES SUR LA PASSATION DES MARCHES

Appel d'offres pour les fournitures de médicaments, petits matériels et consommables, médico -pharmaceutiques, réactifs de laboratoires, produits dentaires et implants

Pour le choix de l'attributaire il est prévu une disposition dérogatoire au niveau du DAO, stipulant que pour garantir la sécurité des approvisionnements de l'HOGGY, la commission pourra décider d'attribuer jusqu'à un tiers des quantités d'un article à un autre candidat conforme lors de l'évaluation des offres. Cette décision ne pourra pas entraîner de la part du candidat classé premier, la possibilité de modifier son prix de soumission. Nous estimons que cette disposition est sélective, abusive et contraire non seulement aux règles d'équité entre les soumissionnaires mais également au principe d'économie édicté par le CMP. L'application de la clause prévue et relative aux pénalités de retard était suffisante pour se prémunir contre les risques de retard. Les marchés sont le prolongement de la politique de gestion des stocks de l'autorité contractante; ce faisant, l'AC doit faire refléter cette politique dans les spécifications des DAO en conformité avec les principes fondamentaux des marchés publics.

Il est noté que les fournisseurs étrangers sont dispensés de la présentation de pièces administratives (IPRES CCS, Quitus fiscal, Inspection du travail), alors qu'en vertu du principe de reconnaissance mutuelle (Article 2 de la Directive N° 4 de l'UEMOA) les fournisseurs communautaires sont assujettis à la présentation de pièces habituellement requises dans leur pays d'origine.

Avenant relatif à la fourniture de poissons

L'HOGGY n'a pas soumis de lettre de demande d'autorisation auprès de la DCMP pour passer l'avenant. Même si le Marché initial a été passé sous le Code de 2002 selon le principe des BONS DE COMMANDE pour un montant maximum de 60 Millions, l'autorisation de la DCMP est requise. Un Avenant-1-N° F- 0430/08 a été conclu en date du 10 Juillet 2008 pour un montant de 60 Millions. L'Avenant-2-N° F-0303/09 du 20 avril 2009 a été conclu pour un montant de 62 Millions et a fait l'objet d'une notification en faveur du Titulaire à la date du 26 mai 2009, sans aucune trace dans le dossier de l'autorisation de la DCMP.

Le fait de ne pas requérir l'avis préalable pour la passation de ces avenants, alors qu'il est requis, entraine leur nullité absolue, en application de l'article 18 du COA. pour un montant 14 950 600 F CFA).

Avenant concernant la fourniture de denrées alimentaires

HOGGY n'a pas soumis de demande d'autorisation auprès de la DCMP pour passer l'avenant. Même si le Marché initial a été passé sous le code de 2002 selon le principe des Bons de commande pour un montant maximum de 140 358 560 F CFA, la passation de l'avenant aurait dû être soumise à l'avis préalable de la DCMP. Un Avenant -1-N° F- 0485/08 a été conclu en date du 08 Juillet 2008 pour un montant de 145 000 000 F CFA et exécuté selon le code de 2007. De même,, l'avenant -2- N° F-0304/09 du 20/04/2009 a été conclu pour l'année 2009 avec un montant de 145 000 000 F CFA conformément au code. L'immatriculation a été faite le 04 mai 2009 mais la date de notification n'est pas indiquée.

Le fait de ne pas requérir l'avis préalable pour la passation de ces avenants, alors qu'il est requis, entraine leur nullité absolue, en application de l'article 18 du COA.

Si le contrat concernant la fourniture de denrées alimentaires conclu sous l'empire de l'ancien code a pu être reconduit par avenant en 2008 et 2009, en revanche il s'avère nécessaire pour l'exercice 2010 d'entamer une procédure nouvelle d'appel à la concurrence entièrement conforme aux dispositions du nouveau code des marchés

Demande de Renseignement et de Prix relative à l'entretien et réparation du parc des climatiseurs, splits, réfrigérateurs et des chambres froides

Des mentions obligatoires prévues à l'article 13 du CMP devraient être insérées au marché. Des clauses relatives aux conditions de règlement et pénalités de retard ne sont pas introduites dans le contrat.

Demande de Renseignement et de Prix pour l'acquisition de matériels d'hôtellerie

Le procès verbal, ne fait pas état du tableau de vérification des pièces administratives requises, alors que l'article 2 alinéa a du cahier des charges réclame bien la présentation de ces pièces Il n'y a pas de tableau comparatif des offres portant sur les spécifications techniques, il n'est dressé qu'un tableau comparatif des offres financières à partir duquel est choisi le candidat proposant l'offre la moins disante.

Demande de Renseignement et de Prix pour l'entretien et réparation du parc informatique

Nous avons constaté qu'à l'exception de l'attributaire, Global Computer Solutions tous les autres soumissionnaires ont coté au-delà du seuil de 15 millions applicable aux DRP de fournitures et services. Ceci est surprenant de la part de candidats aux marchés bien au fait des seuils applicables.

Demande de Renseignement et de Prix relative à la fourniture de poulets et œufs

Des lettres d'information n'ont pas été adressées aux soumissionnaires non retenus.

Des pièces importantes ne sont pas versées au dossier de passation (lettres de consultation, contrat cahier des charges...).

Demande de Renseignement et de Prix pour la fourniture de fruits et légumes

La DRP n'exige pas la présentation des pièces administratives requises à la commande publique violant ainsi les dispositions de l'article 44 du CMP.

Demande de Renseignement et de Prix pour les travaux de réhabilitation de la salle angiographie

Le délai de préparation des offres est anormalement court pour permettre une bonne préparation des offres.

Il est mentionné dans le procès verbal de carence non numéroté du 20 février 2009 que la direction avait lancé, le 30 janvier 2009, six lettres d'invitation aux sociétés suivantes : BTP, SENETRACOM, GICITEC, ESURE, ESCE et SIETRA. Le Président de la commission constatant n'avoir reçu qu'un seul pli déclare qu'il y'a carence et décide de faire une relance dans les mêmes conditions. Il n'y avait pas lieu de procéder à une relance de la DRP sans ouvrir et évaluer la seule offre reçue. . .

L'examen des offres des soumissionnaires a permis de constater que es factures pro forma présentées par SENETRACOM, SIETRA et GICOTEC ont, au regard des nombreuses similitudes, été préparées par la même source ou des sources liées sur cinq (05) papiers à en-tête

différentes.

Le contrat du 08 Juillet 2009 n'a pas été soumis à la formalité de l'enregistrement. il ne fait pas non plus mention du numéro du marché, de la date de souscription, de la date de notification, et celle d'approbation.

Une avance de démarrage de 40% soit 8 028 000 F CFA des travaux de la salle d'angiographie est accordée au GIE LE BARON en violation des dispositions du CMP. En outre le délai d'exécution n'excédant pas trois mois, le paiement doit être unique en fin d'exécution conformément à l'article 95 du CMP.

Demande de Renseignement et de Prix relative à la fourniture de matériels d'endoscopies

L'attributaire désigné n'est pas le moins disant mais le « mieux-disant » car son offre est supérieure à celle de son concurrent en violation de l'article 59 du CMP. L'offre de SDM est de 14 642 715 F CFA.

SYNTHESE DES RECOMMANDATIONS SUR LA PASSATION DES MARCHES

Appel d'offres pour les fournitures de médicaments, petits matériels et consommables, médico -pharmaceutiques, réactifs de laboratoires, produits dentaires et implants

Enoncer précisément dans le DAO la nature du marché (marché à commandes ou de clientèle)

Veiller à l'exécution des formalités d'enregistrement des contrats

Avenant relatif à la fourniture de poissons

Veiller à requérir l'avis préalable à chaque fois que la législation le rend obligatoire

Avenant concernant la fourniture de denrées alimentaires

Veiller à requérir l'avis préalable à chaque fois que la législation le rend obligatoire

Demande de Renseignement et de Prix relative à l'entretien et réparation du parc des climatiseurs, splits, réfrigérateurs et des chambres froides

Faire figurer les mentions obligatoires prévues dans les cahiers de charge

Demande de Renseignement et de Prix pour l'acquisition de matériels d'hôtellerie

Etablir des PV distincts d'ouverture des plis, d'évaluation et d'attribution et

Veiller à requérir systématiquement les pièces dites administratives dans le cadre des appels à la concurrence

Demande de Renseignement et de Prix pour l'entretien et réparation du parc informatique

Veiller à prendre toutes les précautions afin de prévenir les collusions entre soumissionnaires, notamment en apportant le plus grand soin à la

confection des listes restreintes de candidats à consulter.

Demande de Renseignement et de Prix relative à la fourniture de poulets et œufs

Veiller à informer systématiquement les soumissionnaires non retenus

Demande de Renseignement et de Prix pour la fourniture de fruits et légumes

Veiller à requérir systématiquement les pièces dites administratives dans le cadre des appels à la concurrence

Demande de Renseignement et de Prix pour les travaux de réhabilitation de la salle angiographie

Veiller à soumettre les contrats à la formalité de l'enregistrement.

Veiller à se conformer aux dispositions de la réglementation en matière d'avance forfaitaire de démarrage

Demande de Renseignement et de Prix relative à la fourniture de matériels d'endoscopies

Se conformer aux dispositions de l'article 59 sur les critères d'évaluation des offres

1.2 SYNTHESE DES NON CONFORMITES SUR L'EXECUTION FINANCIERE

SYNTHESE DES NON CONFORMITES SUR L'EXECUTION FINANCIERE

Une avance de démarrage de 40% soit 8 028 000 F CFA pour les travaux de réhabilitation de la salle d'angiographie est accordée au GIE LE BARON en violation des dispositions de l'article 94 du CMP.

La DRP relative à la fourniture de matériels d'hôtelleries et celle portant sur la fourniture de poulets et frigo attribués respectivement à 3 G.T.C et CI REPRESENTATION ET DISTRIBUTION pour 8 791 000 F CFA et 14 796 000 F CFA n'ont pas été exécutées. La procédure n'est pas arrivée à son terme eu égard aux difficultés liées à la situation financière et comptable de l'hôpital.

SYNTHESE DES RECOMMANDATIONS SUR L'EXECUTION FINANCIERE

Se conformer aux dispositions de l'article 94 qui stipule que le montant de l'avance forfaitaire de démarrage ne peut excéder 20% du montant du marché.

Avant le lancement de toute procédure de marché, s'assurer au préalable de l'existence de crédits budgétaires suffisants ainsi que du respect des règles d'engagement des dépenses.

1.3 SYNTHESE DES NON CONFORMITES SUR L'EXECUTION PHYSIQUE

SYNTHESE DES NON CONFORMITES SUR L'EXECUTION PHYSIQUE

Nous notons que la Commande est postérieure à la livraison dans le cadre du marché relatif à **l'entretien et réparation du parc des climatiseurs, split, réfrigérateurs et des chambres froides, attribué à Froid Nguelaw 2**. Les prestations ont eu lieu plus d'un mois avant que le bon de commande ne soit adressé au prestataire : le bon de commande n° 9372 est établi le 04 Aout 2009 et le bon de livraison le 15 Juin 2009. Ce qui est une illustration d'une procédure de régularisation.

SYNTHESE DES RECOMMANDATIONS SUR L'EXECUTION PHYSIQUE

Se conformer aux dispositions de 44 l'article du COA et bannir toute forme ayant attrait à la régularisation

1.4 SYNTHESE DES VIOLATIONS DU CODE DES MARCHES PUBLICS

TABLEAU DE SYNTHESE DES VIOLATIONS DU CODE DES MARCHES PUBLICS

Description	AO	AVENANT N° S- 0098/10 du 04/02/2010	AVENANT N° F- 0303/09 du 20/04/2009	AVENANT N° F- 0304/09 du 20/04/2009
Nature	Fournitures de médicaments, petits matériels et consommables, medico pharmaceutiques, réactifs de laboratoires, produits dentaires et implants	GARDIENNAGE DES LOCAUX DE HOGGY relatif au marché initial n° S-0476/08 du 23 Juillet 2008	Fourniture de POISSONS relatif au Marché initial n° 07/005 (CODE de 2002)	Fourniture de DENREES ALIMENTAIRES relatif au Marché initial n° 07/004 (CODE de 2002).
Attributaires	STE, SOPHIA SECURIS, FMT, TS, DRP, FHM, BIOTIS	ASEP	EGTF	ETS SAMBA MBODJI ET FRERES
Montants en F CFA TTC	355 472 773	48 427 200	62 000 000	145 000 000
Violation de l'article 13 sur l'inscription des mentions obligatoires dans les marchés	√			
Non respect de la formalisation des avenants en violation des articles 24 et 25 du NCMP		√	√	√
Convocations des membres de la Commission des Marchés non versées aux dossiers de passation en violation de l'article 39 du NCMP		√	√	√
Non respect de l'article 44 du code des obligations de l'administration relatif à l'approbation de contrats déjà exécutés pour entériner la régularisation	√			
Non respect des dispositions du cahier des charges dans le processus d'évaluation en violation de l'article 59 du NCMP	√			

Description	DRP N° 01	DRP N° 02	DRP N° 03	DRP N° 04
Nature	ENTRTIEN ET REPARATION DU PARC, DES CLIMATISEURS, SPLITS, REFRIGERATEURS ET DES CHAMBRES FROIDES	ACQUISITION DE MATERIELS D'HOTELLERIES	ENTRETIEN ET REPARATION DU PARC INFORMATIQUE	FOURNITURE DE POULETS ET ŒUFS
Attributaires	FROID NGUELAW 2	3 GTC	GLOBAL COMPUTER SOLUTION	CI REPRESENTATION DISTRIBUTION
Montants en F CFA TTC	Non défini	8 791 000	14 950 600	14 796 000
Violation des dispositions de l'article 6 NCMP précisé par la circulaire du Premier Ministre 003 PM du 20 novembre 2007 sur la nécessaire inscription dans le plan de passation des marchés des acquisitions de l'exercice	√	√	√	√
Violation de l'article 13 sur l'inscription des mentions obligatoires dans les marchés		√		√
Convocations des membres de la Commission des Marchés non versées aux dossiers de passation en violation de l'article 39 du NCMP	√	√	√	√
Violation des articles 43, 45 et 46 NCMP sur l'accès à la commande publique	√	√	√	√
Violation des dispositions de l'article 67 – 4 relatif à l'information des soumissionnaires au regard de la transmission des procès verbaux d'ouverture et de la notification du rejet de leurs offres	√	√	√	√
Violation de l'article 77 sur la procédure des DRP	√	√	√	√

Description	DRP N° 05	DRP N° 06	DRP N° 07	DRP N° 08
Nature	FOURNITURE DE FRUITS ET LEGUMES	TRAVAUX DE REHABILITATION DE LA SALLE D'ANGIOGRAPHIE	FOURITURES DE MATERIEL D'ENDOSCOPIE	FOURNITURES DE DRAPS SERIGRAPHIES ET DE TISSUS POUR HABILLEMENT DU PERSONNEL
Attributaires	GIE AITA THIAW	GIE LE BARON	STE	Non défini
Montants en F CFA TTC	13 560 000	20 070 000	14 980 200	
Non respect des principes d'équité et d'égalité entre les soumissionnaires en violation de l'article 2 de la Directive N°04/2005/CM/UEMOA		√	√	
Violation des dispositions de l'article 6 NCMP précisé par la circulaire du Premier Ministre 003 PM du 20 novembre 2007 sur la nécessaire inscription dans le plan de passation des marchés des acquisitions de l'exercice	√	√	√	√
Violation des articles 43, 45 et 46 NCMP sur l'accès à la commande publique	√	√	√	√
Non respect des dispositions du cahier des charges dans le processus d'évaluation en violation de l'article 59 du NCMP			√	
Violation des dispositions de l'article 67 – 4 relatif à l'information des soumissionnaires au regard de la transmission des procès verbaux d'ouverture et de la notification du rejet de leurs offres	√	√	√	√
Violation de l'article 77 sur la procédure des DRP	√	√	√	√
Non respect des taux indiqués par le CMP pour les avances sur prestations en violation de l'article 92 du NCMP		√		

SECTION 2
CONTEXTE DE L'INTERVENTION ET OBJECTIFS DE LA MISSION

2. CONTEXTE DE L'INTERVENTION ET OBJECTIFS DE LA MISSION

2.1 CONTEXTE DE L'INTERVENTION

Conscient du volume important de dépenses que représente la commande publique, du flot considérable de transactions qu'elle génère et désireux de promouvoir la transparence, l'efficacité et la responsabilisation, essentielles à une bonne gouvernance, dans un État de droit, le Gouvernement du Sénégal a procédé à une profonde réforme de son système de passation de marchés publics.

Cette réforme aligne le système sénégalais sur les meilleures pratiques internationales en la matière, notamment en transposant les directives de l'UEMOA relatives à l'harmonisation des marchés publics des États membres de l'Union. Elle comporte d'importantes innovations par rapport à la réglementation antérieure en ce qu'elle consacre la régulation, institue le recours suspensif des soumissionnaires au stade de passation de marchés, rationalise le contrôle a priori, supprime définitivement les régimes dérogatoires, responsabilise davantage les ministères et organismes dépensiers et systématise le contrôle à posteriori.

Au plan institutionnel, la réforme a contribué à la création de l'Autorité de Régulation des Marchés Publics (ARMP) sous forme d'autorité administrative indépendante, distincte du service administratif chargé du contrôle a priori de la passation des marchés, en l'occurrence la Direction centrale des Marchés publics (DCMP).

Les missions de l'ARMP, autorité administrative indépendante dotée de l'autonomie financière, s'organisent autour du principe qui vise à séparer les fonctions de contrôle des marchés publics (conférées à la DCMP) des fonctions de régulation qui lui permettent d'intervenir sur l'ensemble du secteur, tant à travers des missions d'assistance dans l'élaboration des politiques ou de la conception d'outils de passation (documents et formulaires standards...), qu'en matière de formation ou de développement du cadre professionnel en plus des fonctions mêmes qui constituent le cœur de la régulation, l'audit et le règlement des conflits.

En particulier, l'ARMP est tenue de faire réaliser, à la fin de chaque gestion budgétaire, un audit indépendant en vue de contrôler et suivre la mise en œuvre de la réglementation en matière de passation, d'exécution et de contrôle des marchés et conventions.

La présente mission concerne la mise en œuvre d'une revue indépendante pour la vérification, au titre de la gestion 2009 et, en référence au Code des Marchés publics (CMP), de la transparence et des conditions de régularité des procédures d'élaboration, de passation et d'exécution des marchés publics des autorités contractantes indiquées dans les termes de référence de la mission.

2.2 OBJECTIFS DE LA MISSION

2.2.1 Objectifs Généraux

Comme indiqué dans les termes de référence, la mission a pour objectif principal, au sein des autorités contractantes, de vérifier le processus de passation et d'exécution des marchés conclus entre le 1^{er} Janvier et le 31 Décembre 2009, afin de mesurer le degré de respect des dispositions et procédures édictées par le Code des Marchés. Il s'agira principalement de dégager un jugement sur l'adéquation des procédures de passation de marchés suivies et les modalités de la gestion des contrats, en relation avec les dispositions du CMP pour les dépenses de ces autorités contractantes.

2.2.2 Objectifs Spécifiques

Il s'agira dans le cadre de cette mission:

- (a). d'exprimer une opinion indépendante sur les procédures de passation de marchés adoptées pour les contrats sélectionnés ; cette opinion sera formulée individuellement pour chaque autorité contractante;
- (b). de vérifier la conformité des procédures aux principes généraux d'économie, efficacité, équité et transparence, édictés par le Code des Marchés Publics;
- (c). de fournir une opinion sur la qualité des contrats, incluant les aspects techniques et économiques ;
- (d). d'identifier les cas de non-conformités des procédures avec les directives du CMP, en particulier dans les cas de rejet d'offres moins - disantes, de fractionnement de marchés, de non respect des dispositions préalables à la mise en concurrence, de non respect des éléments constitutifs des cahiers de charge, de non respect des seuils fixés pour les avenants, de non respect des règles de publicité et de communication, etc. ; pour chacune des autorités contractantes, le consultant apportera un jugement sur l'acceptabilité de telles situations au regard des dispositions du CMP ;
- (e). de procéder à la revue des plaintes des soumissionnaires pour évaluer l'exhaustivité, l'efficacité et la pertinence de leur traitement par l'autorité contractante et établir le pourcentage des plaintes traitées en conformité avec la réglementation en vigueur ; en ce qui concerne les plaintes finalement soumises au Comité de Règlement des Différends de l'ARMP, nous examinerons le degré d'application par l'autorité contractante, des décisions y relatives et nous apprécierons la pertinence desdites décisions ;
- (f). d'examiner et d'apprécier la pertinence et la conformité à la réglementation des avis de la Direction Centrale des Marchés Publics (DCMP) pour les marchés sélectionnés atteignant les seuils de revue par cette direction ;
- (g). de dégager pour les contrats sélectionnés, les niveaux effectifs de décaissement par rapport au niveau d'exécution et de donner une appréciation sur l'adéquation du niveau d'exécution physique avec le niveau de décaissement;
- (h). d'examiner et d'évaluer les situations d'attribution de marchés par entente directe : nous passerons en revue l'ensemble des marchés passés par entente directe et

déduirons en fin de revue d'une part, les pourcentages en montant et en nombre des marchés de gré à gré par rapport à l'ensemble des marchés passés par l'autorité contractante et, d'autre part, les pourcentages en montant et en nombre des marchés de gré à gré non conformes à la réglementation en vigueur ; nous évaluerons aussi dans toute la mesure du possible la compétitivité des prix proposés dans les marchés par entente directe

(i). d'examiner la conformité de l'organisation en matière de passation de marchés et, fournir, au regard des dispositions prévues par le CMP et ses textes d'application, des recommandations en ce qui concerne le fonctionnement et les capacités des commissions internes de marchés, des cellules de passation de marchés et des différents contrôles internes ;

(j). de formuler des recommandations pertinentes pour l'amélioration des systèmes et procédures et pour le respect des dispositions légales et réglementaires qui régissent la passation des marchés publics.

Conformément aux termes de références, nous nous appuierons autant que de besoin sur un expert de l'ARMP pour la facilitation de nos interventions au niveau des autorités contractantes et de la constitution de la documentation nécessaire à la mise en œuvre efficace de nos travaux.

En fin de mission, une session de formation de deux jours sera organisée à l'intention des experts de l'ARMP et de la DCMP (5 pour chaque structure) sur les pratiques d'audit en matière de passation des marchés.

2.2.3 Etendue des travaux à effectuer

Nos travaux ont porté principalement sur la vérification, au sein des autorités contractantes de l'application des dispositions du CMP dans le cadre de la passation des marchés passés en 2009, la formulation de recommandations tant au niveau organisationnel qu'au niveau de la mise en œuvre de la passation et de l'exécution des marchés quelles qu'en soient les sources de financement.

A cet effet, nous avons procédé, comme indiqué dans les termes de références:

a) en début de mission, à la sélection d'un échantillon représentatif en type de contrat, taille et mode de passation des marchés ; **l'échantillon est composé comme suit :**

- au moins 15% des marchés atteignant les seuils de contrôle de la DCMP (non compris les marchés par entente directe),
- au moins 25% des marchés n'atteignant pas les seuils de contrôle de la DCMP mais supérieurs aux seuils de passation de marchés (non compris les marchés par entente directe),
- au moins 25% des demandes de renseignements et de prix et,
- 100% des marchés passés par entente directe.

Pour chaque catégorie de marchés dont la population est inférieure à 10, le contrôle a été exhaustif.

Pour chacune des 2 premières catégories de marchés ci-dessus, nous nous sommes assurés que la distribution est adéquate en prenant compte à la fois les différents modes de passation et natures de marchés (fournitures et services, prestations intellectuelles, travaux).

- b)** à la vérification de la procédure de passation des marchés sur cet échantillon (publicité préalable, dossier de consultation, validité de la méthode de passation choisie, couverture budgétaire, rapports d'évaluation des offres, traitement des plaintes, délais de passation, délais de publication des attributions, contenu des contrats signés avec les titulaires des marchés, délais des paiements, respect des délais d'exécution, respect des procédures de réception, etc.) ; à chaque fois que cela est applicable, examiner la conformité des avis de la DCMP avec la réglementation ;
- c)** à l'examen et à l'analyse du respect de certaines dispositions particulièrement importantes du CMP telles que, l'inscription préalable des marchés dans les plans et avis généraux de passation de marchés, l'attribution aux moins disants qualifiés, le non fractionnement de marchés, les conditions préalables de mise en concurrence, les réponses aux demandes d'éclaircissement demandées par les candidats, l'approbation des marchés par les autorités compétentes, les éléments constitutifs des cahiers des charges, les seuils des avenants, le respect des délais d'exécution, les cas de résiliation, etc. ;
- d)** à l'élaboration des statistiques sur les marchés ; nous procéderons, en particulier, à une analyse comparative de l'utilisation de méthodes non ou peu compétitives (ententes directes, appels d'offres restreints, avenants, DRP) ;
- e)** à l'examen de la qualité, la transparence et l'efficacité des opérations de passation des marchés de l'autorité contractante, de même son organisation institutionnelle pour la gestion des marchés (hommes, procédures, système de suivi et de contrôle) ;
- f)** à la vérification de l'enregistrement des contrats à la charge des titulaires, de la production des garanties de restitution d'avances et des garanties de bonne exécution, la tenue des registres de marchés côtés paraphés,
- g)** à la formulation des recommandations pour une meilleure application du CMP ;
- h)** à l'animation de séances de formation de 2 jours sur les pratiques d'audit en matière de passation de marchés au bénéfice d'environ 5 experts de l'ARMP et 5 experts de la Direction Centrale des Marchés Publics – DCMP). Les sessions de formation seront organisées au siège des dites institutions.

AUDIT DE L'EXECUTION PHYSIQUE

Nous avons procédé, comme indiqué dans les termes de référence, à un deuxième échantillonnage de marchés qui ont été soumis à une vérification physique approfondie. Ce contrôle physique a porté sur 25% des marchés en cours d'exécution ou déjà exécutés par l'autorité contractante pour l'exercice concerné par l'audit, en excluant les contrats non éligibles au contrôle physique, auxquels s'ajouteront tous les marchés ayant fait l'objet de litiges et ceux passés par entente directe.

Le contrôle physique a porté pour chaque marché sélectionné, sur les aspects suivants:

- Contrôle de la matérialité des dépenses effectuées ;
- Diagnostic sur l'état des ouvrages, équipements, fournitures, ou rapports (pour les prestations intellectuelles) par référence à leur prix à leur description dans le marché et à leur état actuel, compte tenu de leur âge et leurs conditions d'utilisation ;
- Conformité de la réception de la livraison ou de l'achèvement des travaux, biens ou services avec les spécifications du marché et normes techniques ;
- Justification technique et financière des avenants et ordres de services signés.

Plus précisément pour les marchés de travaux, les expertises ont porté sur :

- La conformité physique des travaux avec les procès verbaux de réception provisoire et définitive ;
- La qualité, la véracité et la sincérité des documents de contrôle par rapport aux constatations physiques pouvant être faites sur site ;
- L'état de fonctionnement des ouvrages ;
- Les prix unitaires pratiqués pour les principales rubriques par rapport à ceux du marché ;
- La cohérence des quantités ;
- La mise à jour des malfaçons ;
- Les risques éventuels pouvant découler de certains ouvrages ;
- Etc.

2.2.4 Rapports émis au terme de la mission

Comme indiqué dans les termes de référence, nous produirons à l'issue de la mission et pour chaque autorité contractante les documents ci après :

- (i) un rapport individuel provisoire en dix (10) exemplaires 2 mois après le début des prestations et,

- (ii) un rapport individuel final en dix (10) exemplaires 2 semaines après notification des observations de l'ARMP et des autorités contractantes. Ces différents rapports seront soumis sur support informatique.

Outre une description des procédures d'audit utilisées, les rapports comprendront également un sous rapport sur la qualité des structures de passation des marchés (notamment la Commission des Marchés, cellules de passation des marchés et contrôles internes). Ce sous rapport portera sur l'analyse des insuffisances en rapport avec le CMP et un sous rapport de synthèse sur le degré de respect des dispositions du CMP par les autorités contractantes.

Les rapports seront élaborés conformément aux indications des termes de référence.

SECTION 3 APPROCHE METHODOLOGIQUE

3. APPROCHE METHODOLOGIQUE

Pour atteindre les objectifs décrits ci – avant, nous avons mis en œuvre les phases de travaux ci - après :

3.1 PHASE N° 1 : REVUE APPROFONDIE DES TEXTES DE REFERENCE

Nous avons effectué à l'entame de la mission une prise de connaissance approfondie du cadre général de la passation des marchés publics, avec notamment une revue des textes législatifs et réglementaires en vigueur et de l'ensemble des référentiels de base applicables à la passation des marchés et à l'autorité contractante à savoir :

- directive N° 4/2005 /CM/ UEMOA portant procédures de passation, d'exécution et de règlement des marchés publics et des délégations de service public ;
- directive N° 5/2005/CM/UEMOA portant contrôle et régulation des marchés publics et des délégations de service public de l'UEMOA,
- décret 2007 - 545 portant Code des Marchés Publics,
- décret 2007 - 546 portant organisation et fonctionnement de l'ARMP,
- décret 2007 - 547 portant création de la DCMP,
- décret 2005 - 576 du 16 juin 2005 portant charte de transparence et d'éthique en matière de passation des marchés publics,
- arrêté du Premier Ministre 11 580 du 28 décembre 2007 pris en application de l'article 138 du NCMP fixant les seuils de contrôle a priori des dossiers de passation des marchés ;
- arrêté du MEF 092 286 du 3 octobre 2007 portant organisation et fonctionnement de la DCMP ;
- arrêté du MEF 11 583 du 28 décembre 2007 pris en application de l'article 111 du NCMP fixant les seuils en dessous desquels il n'est pas requis de garantie de soumission ;
- arrêté du MEF 11 584 du 28 décembre 2007 pris en application de l'article 112 du NCMP fixant les seuils à partir desquels il est requis de garantie de bonne exécution ;
- arrêté 11 585 du 28 décembre 2007 pris en application de l'article 77 Alinéa 3 du NCMP relatif aux commandes pouvant être dispensés de forme écrite et donner lieu à règlement sur mémoire ou factures ;

- arrêté 11 586 du 28 décembre 2007 pris en application de l'article 35 du NCMP relatif aux CPM et CM ;
- arrêté 11 587 du 28 décembre 2007 pris en application de l'article 45 du NCMP fixant le modèle d'engagement des candidats à respecter les dispositions de la charte de transparence et d'éthique en matière de marchés publics ;
- arrêté 11 588 du 28 décembre 2007 pris en application de l'article 36 Alinéa 1 du NCMP fixant le nombre et les conditions de désignation des membres des Commissions de Marchés des Autorités Contractantes;
- Circulaire du Premier Ministre 003 du 20 novembre 2007 portant directives pour la mise en œuvre des plans de passation des marchés publics ;
- Circulaire du Premier Ministre 005 du 28 décembre 2007 portant directives pour la mise en place des Cellules de Passation des Marchés par les Autorités Contractantes ;
- loi 06 – 16 du 30 juin 2006 modifiant la loi 65 – 61 du 19 juillet 1965 portant Code des Obligations de l'Administration ;
- décret 2003 – 101 du 13 mars 2003 portant Règlement Général sur la Comptabilité Publique ;
- loi 98 – 08 du 2 mars 1998 portant réforme hospitalière ;
- loi 98 – 12 du 2 mars 1998 relative à la création, à l'organisation et au fonctionnement des Etablissements Publics de Santé (EPS) ;
- décret 98 – 701 du 26 août 1998 relatif à l'organisation des Etablissements Publics de Santé Hospitalière ;
- décret 98 – 702 du 26 août 1998 portant organisation administrative des Etablissements Publics de Santé ;
- arrêté ministériel N° 8402 MSAS/CAB/CTM4 du 24 juin 1970 fixant les modalités de l'approvisionnement pharmaceutique des services et formations sanitaires ;
- arrêté ministériel N° 10718/MSP/DPL du 15 décembre 2008 portant révision des listes nationales des médicaments et produits essentiels ;
-

3.2 PHASE N° 2 : ANALYSE DE L'ORGANISATION ET DE L'ENVIRONNEMENT DE LA PASSATION DES MARCHES

Dans le cadre de l'exécution de notre mission, nous avons effectué une revue succincte de l'organisation et du fonctionnement de l'hôpital Général de Grand-Yoff pour apprécier la capacité des structures et de systèmes à mettre en œuvre de manière efficace les procédures d'exécution et de contrôle des opérations de passation des marchés. A cet effet, nous avons mis en œuvre les modules de travaux ci – après :

- analyse de l'organisation institutionnelle mise en place au regard des dispositions de l'article 35 du CMP, des systèmes de gestion financière et des procédures de contrôle interne pour apprécier leur aptitude à gérer la commande publique ;
- évaluation de la qualité des procédures de passation des marchés quant à leur conception et à leur correcte mise en œuvre ;

- appréciation de la capacité des acteurs de la passation des marchés à gérer la commande publique au regard de leur cursus académique et professionnel ;
- contrôle de la régularité des dépenses ;
- revue de la conformité des actes de nomination des membres des Commissions des Marchés et des Cellules de Passation des Marchés.

Cette analyse de l'environnement de la passation des marchés revêt une importance de tout premier plan dans l'approche risque que nous avons mise en œuvre dans le cadre de cette mission. En effet le risque d'audit comprend une composante risque inhérent portant sur l'environnement et liée à l'intégrité, à l'expérience, à la compétence de la direction, aux pressions fortes qu'elle est susceptible de subir... Notre programme de vérification a été par conséquent modulé pour circonscrire ce risque inhérent de manière à réduire le risque d'audit. Le secteur hospitalier très endetté et doit faire face très souvent à l'urgence de mettre à temps à la disposition du personnel médical les médicaments, de nourrir les malades et le personnel d'où la forte propension à s'approvisionner bien avant la conclusion des contrats et à procéder à des régularisations après service fait.

Par ailleurs, l'analyse approfondie des procédures et du système de contrôle interne évoquée ci – avant, nous a permis de circonscrire le risque de contrôle dans la mise en œuvre des procédures de passation et d'exécution des marchés.

Ainsi, notre analyse des trois systèmes d'organisation, d'information et de contrôle nous a permis de faire une évaluation de la pertinence de la définition des pouvoirs, des responsabilités et de la séparation des fonctions d'une part et, d'autre part d'évaluer la capacité desdits systèmes à maîtriser les risques liés aux opérations de passation des marchés relativement aux assertions d'audit. Cette phase est au cœur de l'approche par les risques que nous avons mise en œuvre dans le cadre de cette mission.

3.3 PHASE N° 3 : VERIFICATION DES DIFFERENTES ETAPES DE LA PASSATION DES MARCHES

La mise en œuvre de l'approche par les risques ci – avant mentionnée nous a conduits à procéder par sondage « ...un audit consiste à examiner par sondage les éléments probants... » et il s'agit d'être raisonnablement sûr qu'il n'existe pas d'anomalies dites significatives (matérialité ou seuil de signification).

Précisons que les termes de référence ont donné des indications sur la taille des échantillons à constituer pour les différents types de marchés.

Ainsi, pour les besoins de nos travaux, nous avons utilisé les techniques d'échantillonnage appropriées de manière à couvrir toutes les natures de marchés. A cet effet, nous avons mis en œuvre une approche à deux niveaux qui a comporté la constitution d'un premier échantillon déterminé par sélection systématique ou au hasard sur lequel porteront les vérifications. La nature des anomalies décelées a permis dans certains cas de reconstituer un

second échantillon sur lequel ont porté également nos vérifications. L'analyse et la projection des résultats permettra soit de tirer des conclusions soit de réévaluer le risque d'échantillonnage.

Les contrôles préalables suivants seront effectués :

- rapprochement du plan de passation des marchés obtenu avec celui qui a été publié par la DCMP sur le portail des marchés publics ;
- rapprochement de l'avis général de passation des marchés avec le plan de passation des marchés ;
- rapprochement de l'état d'exécution du plan de passation des marchés avec les données statistiques consignées dans le portail des marchés publics ;
- contrôle et rapprochement de l'état d'exécution du plan de passation des marchés avec la situation d'exécution budgétaire et avec les mouvements cumulés des comptes fournisseurs retracés dans la balance auxiliaire des comptes fournisseurs ;
- sélection, conformément aux termes de référence de la mission, d'un échantillon de marchés à contrôler sur la base de critères combinés liés au mode de passation, au montant et au type de marchés ;
- contrôle de la correcte mise en œuvre de toutes les étapes de la passation des marchés.

Pour l'exécution de cette **PHASE N°3**, nous mettrons en œuvre les **MODULES** de travaux ci après qui épousent les contours des différentes étapes de la passation des marchés.

3.3.1 MODULE 1 : AUDIT DE LA PREPARATION DES MARCHES

Dans cette étape de contrôle, les questions qui se posent de prime abord sont les suivantes :

- le besoin existe-t- il réellement ?
- le besoin est – il bien quantifié et valorisé ?

Les contrôles porteront sur les aspects relatifs :

- à la conformité du mode de passation utilisé au regard des seuils de passation, (le risque à circonscrire c'est qu'une **méthode de passation inappropriée** soit utilisée. La démultiplication de procédures de DRP peut cacher un fractionnement des marchés ; tous les **marchés suspects** autrement dit dont le montant avoisine les seuils de passation des marchés par AO seront couverts à 100% ; les marchés attribués à des fournisseurs selon une **fréquence anormalement élevée** seront particulièrement surveillés) ;
- au respect des règles en matière de revue préalable, par la DCMP, des dossiers d'appel à la concurrence, des rapports d'évaluation ou des contrats ;

- à l'autorisation préalable de la DCMP sur toutes les ententes directes (au-delà des autorisations c'est **la question de l'opportunité des ED qui sera examinée** d'une part, **la compétitivité des coûts sera examinée** d'autre part. La nature des informations nécessaires au contrôle des prix de revient est-elle précisée dans le contrat ? Le contrôle des prix de revient est-il effectif ? L'Autorité Contractante est-elle outillée pour effectuer ce contrôle ?)
- au respect des règles de publicité et / ou de sélection des soumissionnaires potentiels (il faudra **déceler toutes les entraves au libre accès** à la commande publique),
- au contenu, à la clarté et à l'exhaustivité des dossiers d'appel à candidatures, (**appréciation de la pertinence des critères d'évaluation et d'attribution**, identification de tous les **critères discriminatoires** constituant des entraves au libre accès à la commande publique qu'il s'agisse des spécifications techniques ou des critères de qualification),
- au contenu des avis d'appel à candidatures et / ou invitations à soumissionner,
- au respect des délais de préparation des offres,
- à la gestion de la période de préparation des offres notamment la **gestion des interactions avec les soumissionnaires** (réponses dans les formes et les délais requis aux interrogations formelles communiquées à tous les soumissionnaires par la PRM ou la personne désignée à cet effet dans le DAC, informations sur l'ouverture),
- au respect des délais de passation des marchés (appréciation de la performance de l'AC, contrôle de la date d'attribution au regard de la durée de validité des offres et subséquemment application de la formule d'actualisation qui doit figurer dans le DAO).

3.3.2 MODULE 2 : AUDIT DE LA GESTION DE L'ATTRIBUTION

- vérification de l'existence des registres des marchés cotés et paraphés (dates d'envoi des DAC, dates d'arrivée des offres, vérification des convocations des membres de la CM),
- vérification du contenu des procès verbaux d'ouverture des offres (la CM est-elle régulière ? le PV est-il conforme à l'esprit du code, se limite-t-il à constater plutôt que de prendre des décisions notamment d'élimination inopportune à l'ouverture?),
- vérification de la conformité des informations consignées dans le procès verbaux ou rapports d'évaluation des offres avec le contenu des offres,
- vérification de la **conformité de l'évaluation à l'esprit du code notamment entre l'évaluation de l'offre et l'évaluation ex - post du soumissionnaire à travers les critères de qualification**,
- vérification de l'utilisation exclusive des critères d'évaluation annoncés dans le DAC ;
- contrôle de l'application des critères de correction des offres financières,

- **contrôle de la réalité économique des prix proposés ;**
- **contrôle d'existence des soumissionnaires pour identifier les éventuelles collusions ou les conflits d'intérêt ;**
- vérification du contenu des procès verbaux d'attribution provisoire (vérification du contrôle des critères de qualification du soumissionnaire) ;
- vérification du contenu des lettres de notification de l'attribution provisoire (vérifier l'existence et apprécier la pertinence de l'avis de la DCMP si requis) ;
- vérification de la publicité des attributions provisoires et du contenu des avis,
- vérification de l'information des soumissionnaires non retenus et des réponses à leurs demandes d'informations ;
- appréciation de la gestion des recours par l'Autorité Contractante et par l'ARMP ;
- vérification du contenu des marchés et des éventuels PV de négociation dans les marchés de prestations intellectuelles (vérification et appréciation de l'avis éventuel de la DCMP) ;
- vérification de l'existence d'une couverture budgétaire suffisante et préalable ;
- vérification de l'approbation (respect des délais, motifs de rejet éventuel conforme aux dispositions du code à savoir l'absence de crédits suffisants) ;
- vérification de la publicité des attributions définitives et du contenu des avis ;
- vérification du respect des délais de passation des marchés (attribution pendant la période de validité des offres sinon vérifier l'existence d'une demande formelle de prorogation de la durée de validité des offres) ;
- vérification de la restitution des garanties de soumission dans les délais requis.

3.3.3 MODULE 3 : AUDIT DE LA GESTION DE L'EXECUTION DES MARCHE DANS SES ASPECTS ADMINISTRATIFS, FINANCIERS ET PHYSIQUES

- vérification du respect du formalisme de la notification qui fait courir les délais contractuels ;
- vérification du recueil des garanties (garantie de bonne exécution), de leur conformité aux modèles fournis dans les DAC et de leur durée de validité ;
- vérification de l'habilitation par le MEF des organismes qui délivrent les garanties ;
- vérification du non paiement du premier décompte avant la constitution du cautionnement définitif ;
- vérification du respect des délais d'exécution des marchés et éventuellement de l'application des clauses de pénalités ;
- vérification du contenu des contrats ;
- évaluation de l'organisation mise en place par l'Autorité Contractante pour le suivi de l'exécution du marché (processus de validation des différentes étapes, respect des dispositions relatives au paiement, **contrôle de cohérence entre l'exécution physique et l'exécution financière**) ;
- vérification de la conformité des avenants éventuels ;

- vérification de la gestion des éventuels litiges ;
- vérification de la réception effective des biens et services (**vérification de la matérialité des prestations**, vérification de la régularité des commissions de réceptions, vérification de l'enregistrement en comptabilité matières) ;
- vérification de la mise en œuvre des garanties en cas de besoin (garantie de bonne exécution et garantie décennale) ;
- vérification de la levée des cautionnements dans les délais requis.

SECTION 4. RESULTATS DES TRAVAUX

4. RESULTATS DES TRAVAUX

4.1 REVUE DU CADRE INSTITUTIONNEL ET L'ENVIRONNEMENT DE LA PASSATION DES MARCHES

4.1.1 COMMISSION DES MARCHES

La Commission des Marchés n'a pas été créée pour se conformer à l'arrêté N° 11 588 du 28 décembre 2007 du Ministre de l'Economie et des Finances pris en application des dispositions de l'article 35 du décret 2007 – 545 du 25 avril 2007 portant Code des Marchés Publics et relatif aux Commission des Marchés.

4.1.2 CELLULE DE PASSATION DES MARCHES

La Cellule de Passation des Marchés a été constituée par l'hôpital général de Grand-Yoff pour se conformer à l'arrêté N° 11 586 du 28 décembre 2007 du Ministre de l'Economie et des Finances pris en application des dispositions de l'article 35 du décret 2007 – 545 du 25 avril 2007 portant Code des Marchés Publics et relatif aux Cellules de Passation des Marchés. En revanche, **les rapports trimestriels requis aux termes du CMP n'ont pas été préparés.**

Les attestations de prise de connaissance de la Charte de Transparence et d'Ethique en matière de Marchés Publics n'ont pas été établies.

4.1.3 PLAN DE PASSATION DES MARCHES

Les preuves de la transmission aux organes de contrôle et de régulation des marchés publics du Plan de Passation des Marchés ne nous ont pas été données pour nous permettre de nous prononcer sur le respect par l'Autorité Contractante des délais réglementaires de transmission du PPM. .

4.1.4 AVIS GENERAL DE PASSATION DES MARCHES

L'Avis Général de Passation des Marchés n'a non plus été mis à notre disposition. Rappelons que l'Autorité Contractante doit s'acquitter de son obligation d'information des soumissionnaires potentiels puisqu'il est fait obligation à chaque Autorité Contractante de publier un Avis Général de Passation des Marchés au plus tard le 31 janvier de l'année en cours.

Le rapport annuel n'a pas été fait (article 141 du CMP) pour faire la synthèse de ses activités durant l'exercice 2009. Ce rapport annuel doit être impérativement préparé pour rendre

compte des activités de la Commission des Marchés durant l'exercice et consigner plus particulièrement le détail des marchés passés par entente directe en exposant les raisons du choix de la méthode et en y annexant les autorisations reçues de la DCMP.

La mission a également noté que les rapports trimestriels n'ont non plus été produits comme indiqué dans le CMP.

Au regard des nombreuses anomalies identifiées lors de l'examen des marchés, il est apparu que les acteurs de la passation des marchés n'ont pas une bonne maîtrise des procédures de passation des marchés. Ainsi, un seul document est établi servant de procès verbal d'ouverture des plis, de rapport d'évaluation et d'attribution la terminologie utilisée dans les documents de passation des marchés n'est pas toujours en phase avec celle du nouveau code des marchés publics, des montants flirtant avec le seuil de passation... Cette succession d'anomalies et de non conformités sont autant d'illustrations d'une insuffisante maîtrise du code des marchés publics par les acteurs dont aucun n'a été formé sur le nouveau dispositif de passation des marchés.

4.1.5 RAPPEL DES SEUILS APPLICABLES A L'HOGGY

Les seuils de passation, de contrôle préalable et d'approbation des marchés de l'hôpital Général de Grand-Yoff sont résumés dans les tableaux récapitulatifs ci après :

TABLEAU DE SYNTHESE DES SEUILS APPLICABLES A L'HÔPITAL GENERAL DE GRAND-YOFF EN VERTU DE L'ARTICLE 53 DU CODE DES MARCHES PUBLICS, DES ARRETES 11 580, 11 583 ET 11 584 DU

Type de marchés	Seuils de passation par AO	Seuil de contrôle DCMP sur DAC	Seuil de contrôle DCMP sur Rapport d'évaluation	Seuil de contrôle DCMP sur Contrat	Garantie de soumission	Garantie de bonne exécution
Travaux	25	250	100	800	≥ 60	≥ 35
Fournitures et services	15	150	40	400	≥ 30	≥ 25
Prestations Intellectuelles	25	150	40	350	NA	≥ 35

MINITRE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES EN APLICATION DES ARTILES 138, 111 ET 112 DU CODE DES MARCHES PUBLICS

TABLEAU DE SYNTHESES DES SEUILS ET AUTORITES D'APPROBATION EN VERTU DE L'ARTICLE 29 DU CODE DES MARCHES PUBLICS

Seuils d'approbation	Autorité d'approbation
montant du marché est inférieur à 50 000 000 F CFA	Directeur de l'Hôpital
montant du marché est supérieur ou égal à 50 000 000 F CFA et inférieur à 150 000 000 F CFA	Président du Conseil d'Administration

montant du marché est supérieur ou égal à 150 000 000 F CFA

Ministre de l'Economie et des Finances

4.2 EXAMEN DES MARCHES

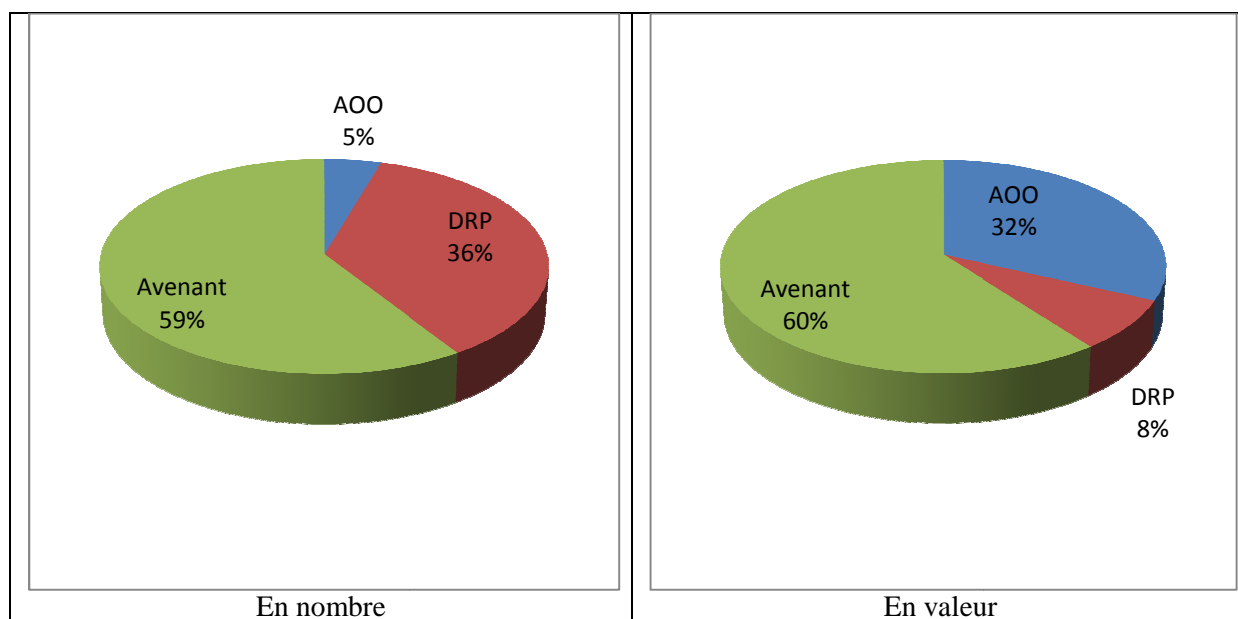
4.2.1 PERIMETRE COUVERT

Le tableau récapitulatif ci – après donne le volume et la valeur des marchés présentés et des marchés couverts :

Tableau récapitulatif des marchés présentés et revus par mode de passation

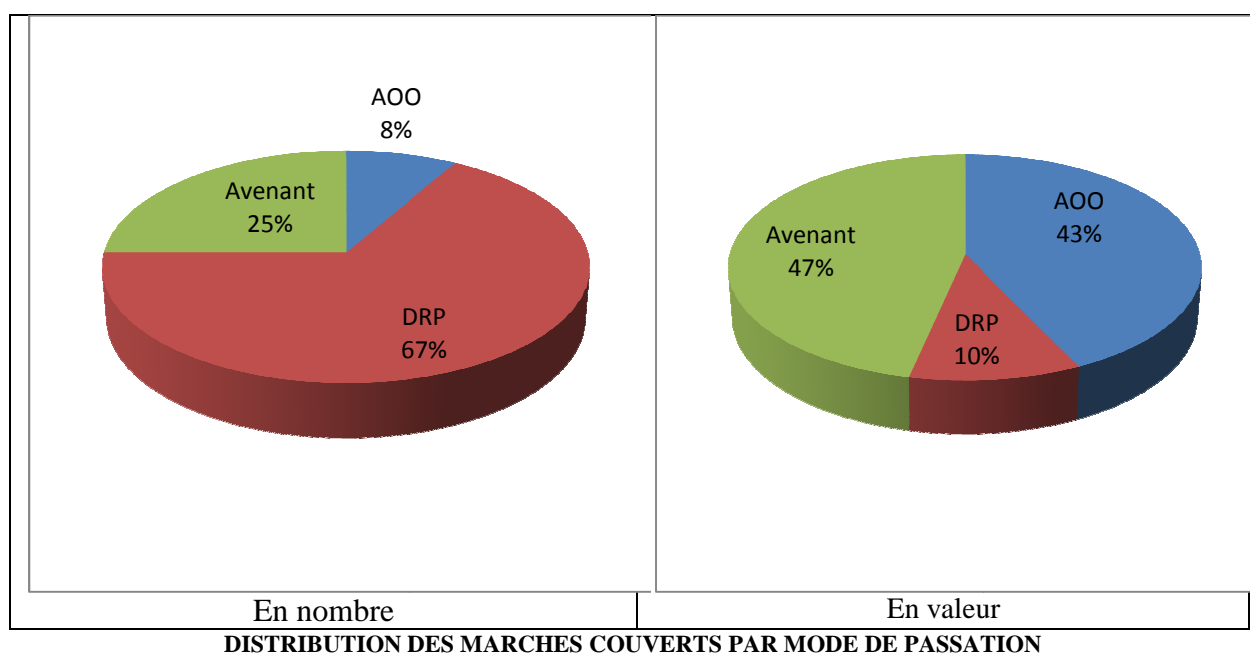
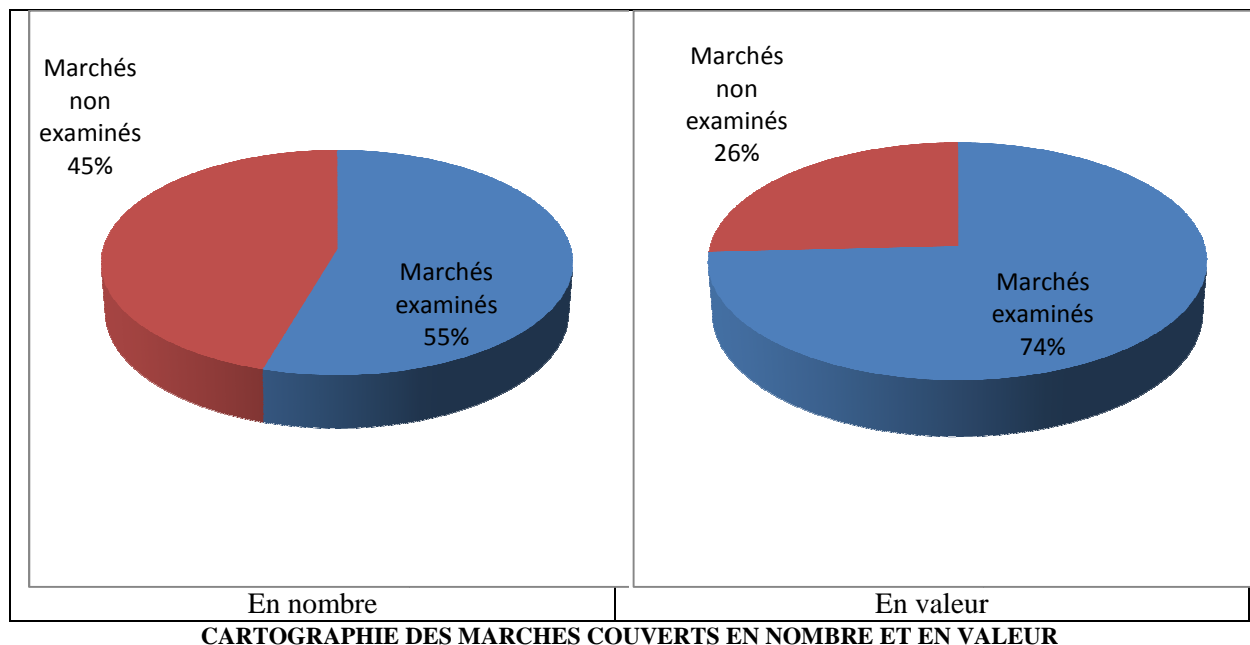
Modes de passation de marchés	Typologie des marchés passés au titre de la gestion 2009		Typologie des marchés examinés lors de la présente revue		Taux de couverture	
	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant
Appel d'offres ouvert (AOO)	1	355 472 773	1	355 472 773	100%	100%
Appel d'offres restreint (AOR)						
Demande de Proposition (DP)						
Demande de Renseignements et de Prix (DRP)	8	87 147 800	8	87 147 800	100%	100%
Entente directe (ED)						
Avenant	13	673 511 000	3	386 227 000	23,08%	57,35%
TOTAL	22	1 116 131 573	12	828 847 573	54,55%	74,26%

La répartition des marchés présentés se présente comme suit :



CARTOGRAPHIE DES MARCHES PRESENTES PAR MODE DE PASSATION EN NOMBRE ET EN VALEUR

Les diagrammes ci – après illustrent la couverture globale des marchés par nos travaux et la répartition des marchés couverts par mode de passation



L'Hôpital Général de Grand-Yoff a conclu au cours de l'exercice sous revue un (01) appel d'offres réparti en vingt cinq (25) lots.

4.2.2 MARCHES CONCLUS PAR APPEL D'OFFRES

APPEL D'OFFRE POUR FOURNITURES DE MEDICAMENTS, PETITS MATERIELS ET CONSOMMABLES, MEDICO PHARMACEUTIQUES, REACTIFS DE LABORATOIRES, PRODUITS DENTAIRE ET IMPLANTS	
FINANCEMENT : BUDGET 2009, ADOPTE PAR CA, MONTANT PREVISIONNEL DE 550 000 000 FCFA	
Nature du marché	Marché à bon de commande à prix unitaire
Date de publicité de l'appel d'offres	Le 13 janvier 2009
Date limite de dépôt des offres	Le 16 février 2009
Date d'ouverture des plis	16 février 2009
Date de notification	26 Mai 2009
Date de souscription	02 Juillet 2009

Nombres d'offres reçus	Groupe1 Médicaments et produits medio pharmaceutiques (BIOTIS, FHM, SDM DRP)	
	Groupe 2 Réactifs et Consommables de labo (SOPHIA, SECURIS Médical PARTNER, Technologie Service, DRP, SMD,)	
	Groupe 3 Produits Consommables pour odontostomalogie (SMD)	
	Groupe 4 Produits et Consommables pour Radiologie (STE, FMT Technologie Service, DRP, Médical Partner, Air Liquide et FHM	
	Groupe 5 Consommables et petits réactifs (STE, FMT, Technologie Service, DRP, Medical Partner, Air Liquide et FHM)	
	Groupe 6 Produits et Consommables pour Blocs opératoires (FMT et SMD)	
	Groupe 7 Fils de sutures et Ligatures (FMT, DRP, Médical Partner)	
	Groupe 8 Produits D'Ostéosynthèse (SMD)	
	Groupe 9 Produits de Nutrition Parentale (pas d'offres)	
	Groupe 10 Produits et Consommables par anapath (DRP)	
Attributaires	Montant du marché en F CFA HT HD pour STE	5 015 000
	Montant du marché en F CFA pour SOPHIA SECURIS	20 313 770
	Montant du marché en F CFA HT HD pour FMT	90 172 118
	Montant du marché en F CFA HT HD pour Technologie Service	30 761 100
	Montant du marché en F CFA HT HD pour DRP	48 171 000
	Montant du marché en F CFA HT HD pour FHM	43 925 000
	Montant du marché en F CFA HT HD pour BIOTIS	14 669 640
	Montant du marché en F CFA HT HD pour	26 062 632
	Montant du marché en F CFA HT HD pour DRP	48 171 000
Non conformités	Pour le choix de l'attributaire il est prévu une disposition dérogatoire au niveau du DAO, stipulant que pour garantir la sécurité des approvisionnements de l'HOGGY, la commission pourra décider d'attribuer jusqu'à un tiers des quantités d'un article à un autre	

	<p>candidat conforme lors de l'évaluation des offres. Cette décision ne pourra pas entraîner de la part du candidat classé premier, la possibilité de modifier son prix de soumission. Nous estimons que cette disposition est sélective, abusive et contraire non seulement aux règles d'équité entre les soumissionnaires mais également au principe d'économie édicté par le CMP. L'application de la clause prévue et relative aux pénalités de retard était suffisante pour se prémunir contre les risques de retard. Les marchés sont le prolongement de la politique de gestion des stocks de l'autorité contractante; ce faisant, l'AC doit faire refléter cette politique dans les spécifications des DAO en conformité avec les principes fondamentaux des marchés publics.</p> <p>Il est noté que les fournisseurs étrangers sont dispensés de la présentation de pièces administratives (IPRES CCS, Quitus fiscal, Inspection du travail), alors qu'en vertu du principe de reconnaissance mutuelle (Article 2 de la Directive N° 4 de l'UEMOA) les fournisseurs communautaires sont assujettis à la présentation de pièces habituellement requises dans leur pays d'origine.</p>
Recommandations	<p>Enoncer précisément dans le DAO la nature du marché (marché à commandes ou de clientèle)</p> <p>Veiller à l'exécution des formalités d'enregistrement des contrats</p>
Commentaires de l'Autorité Contractante	
Appréciation du Consultant	

4.2.3. MARCHES CONCLUS PAR AVENANT

L'Hôpital Général de Grand-Yoff a conclu au cours de l'exercice sous revue treize (13) avenants sur les seize (16) initialement prévus dans son Plan de Passation des Marchés soit un taux d'exécution de 81,25%. L'échantillon sur lequel ont porté nos travaux représente 23,08% en nombre et 57,35% en valeur. Les principales constatations sont présentées ci – après :

AVENANT -1- N° S-0098/10 du 04/02/2010 relatif au marché initial n° S-0476/08 du 23 Juillet 2008 concernant LE GARDIENNAGE DES LOCAUX DE HOGGY en faveur de ASEP (Titulaire du Marché) pour un montant TTC de 48.427.200 FCFA.	
Non conformités	Aucune anomalie significative n'a été identifiée
Recommandations	Aucune
Commentaires de l'HOGGY	
Appréciation du Consultant	

AVENANT -2- N° F-0303/09 du 20/04/2009 relatif au Marché initial n° 07/005 (CODE de 2002) concernant la fourniture de POISSONS en faveur de EGTF (Titulaire du Marché) pour un montant TTC de 62.000.000 FCFA.

Non conformités	<p>L'HOGGY n'a pas soumis de lettre de demande d'autorisation auprès de la DCMP pour passer l'avenant. Même si le Marché initial a été passé sous le Code de 2002 selon le principe des BONS DE COMMANDE pour un montant maximum de 60 Millions, l'autorisation de la DCMP est requise. Un Avenant-1-N° F- 0430/08 a été conclu en date du 10 Juillet 2008 pour un montant de 60 Millions. L'Avenant-2-N° F-0303/09 du 20 avril 2009 a été conclu pour un montant de 62 Millions et a fait l'objet d'une notification en faveur du Titulaire à la date du 26 mai 2009, sans aucune trace dans le dossier de l'autorisation de la DCMP.</p> <p>Le fait de ne pas requérir l'avis préalable pour la passation de ces avenants, alors qu'il est requis, entraine leur nullité absolue, en application de l'article 18 du COA.</p>
Recommandations	Veiller à requérir l'avis préalable à chaque fois que la législation le rend obligatoire
Commentaires de l'HOGGY	
Appréciation du Consultant	

AVENANT -2- N° F-0304/09 du 20/04/2009 relatif au Marché initial n° 07/004 (CODE de 2002) concernant la fourniture de DENREES ALIMENTAIRES en faveur des ETS SAMBA MBODJI ET FRERES (Titulaire du Marché) pour un montant TTC de 145 000 000 FCFA.	
Non conformités	<p>HOGGY n'a pas soumis de demande d'autorisation auprès de la DCMP pour passer l'avenant. Même si le Marché initial a été passé sous le code de 2002 selon le principe des Bons de commande pour un montant maximum de 140 358 560 F CFA, la passation de l'avenant aurait du être soumise à l'avis préalable de la DCMP. Un Avenant -1-N° F- 0485/08 a été conclu en date du 08 Juillet 2008 pour un montant de 145 000 000 F CFA et exécuté selon le code de 2007. De même, l'avenant -2- N° F-0304/09 du 20/04/2009 a été conclu pour l'année 2009 avec un montant de 145 000 000 F CFA conformément au code. L'immatriculation a été faite le 04 mai 2009 mais la date de notification n'est pas indiquée.</p> <p>Le fait de ne pas requérir l'avis préalable pour la passation de ces avenants, alors qu'il est requis, entraine leur nullité absolue, en application de l'article 18 du COA.</p> <p>Si le contrat concernant la fourniture de denrées alimentaires conclu sous l'emprise de l'ancien code a pu être reconduit par avenant en 2008 et 2009, en revanche il s'avère nécessaire pour l'exercice 2010 d'entamer une procédure nouvelle d'appel à la concurrence entièrement conforme aux dispositions du nouveau code des marchés</p>
Recommandations	Veiller à requérir l'avis préalable à chaque fois que la législation le rend obligatoire
Commentaires de l'HOGGY	
Appréciation du Consultant	

4.2.4 MARCHES CONCLUS SUITE A UNE DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS ET DE PRIX

L'Hôpital Général de Grand-Yoff a conclu au cours de l'exercice sous revue huit (08) demandes de renseignements et de prix non prévues dans son Plan de Passation des Marchés et 6 d'entre elles ont été exécutés soit un taux d'exécution de 75 %. Nos travaux ont porté sur la totalité des DRP. Les principales constatations sont présentées ci – après :

DRP N° 1 : ENTRETIEN ET REPARATION DU PARC DES CLIMATISEURS, SPLITS, REFRIGERATEURS ET DES CHAMBRES FROIDES	
Date de saisine des fournisseurs	25 mars 2009
Date d'ouverture des plis	30 mars 2009
Délai de préparation des offres	5 jours
Date de notification	08 mai 2009
Fournisseurs consultés	Froid Nguelaw 2, E.S.F, Sen Froid, ETS Serigne Falilou et CFAO TECHNOLOGIES
Nombre d'offres reçues	Deux offres ont été reçues
Attributaire	Froid Nguelaw 2
Montant du marché en F CFA TTC	18 000 F CFA par an pour un climatiseur 34 000 F CFA par an pour un split 14 000 F CFA par an pour un réfrigérateur grand modèle 12 000 F CFA par an pour un réfrigérateur petit modèle 88 000 F CFA par an pour une chambre froide.
Non conformités	Il est établi un seul document non numéroté servant de procès verbal de dépouillement des offres, d'évaluation et d'attribution. .. Des mentions obligatoires prévues à l'article 13 du CMP devraient être insérées au marché. Des clauses relatives aux conditions de règlement et pénalités de retard ne sont pas introduites dans le contrat. Des lettres d'information n'ont pas été adressées aux soumissionnaires non retenus en violation des

	dispositions de l'article 81.3 du CMP.
Recommandations	<p>Etablir un PV d'ouverture des plis distinct des autres PV (évaluation et attribution)</p> <p>Faire figurer les mentions obligatoires prévues dans les cahiers de charge</p> <p>Adresser des lettres d'information aux candidats non retenus</p>
Commentaires de l'Autorité Contractante	Nous n'avons pas compris les insuffisances de la DRP sur l'entretien des climatiseurs et équipements de froid, relativement à l'article 44 de la loi 65-51. Nous avons cependant pris bonne note de vos observations et recommandations formulées aux pages 48 et 49 de votre rapport
Appréciation du Consultant	Les prestations ont eu lieu plus d'un mois avant que le bon de commande ne soit adressé au prestataire : le bon de commande n° 9372 est établi le 04 Aout 2009 et le bon de livraison le 15 Juin 2009. Ce qui est une illustration d'une procédure de régularisation en violation de l'article 44 du COA

DRP N°2 : ACQUISITION DE MATERIELS D'HOTELLERIE	
Date de saisine des fournisseurs	31 mars 2009
Date de dépôt des offres	14 avril 2009
Date d'ouverture des plis	20 avril 2009
Délai de préparation des offres	15 jours
Fournisseurs consultés	3 GTC, LE NDER, ETS FATOU NDIAYE SEYE, SEN MULTISERVICES, EVENEMENTIEL et SEN PRESTO
Nombre d'offres reçues	Quatre offres sont reçues
Attributaire	3 GTC
Montant du marché en F CFA TTC	8 791 000 F CFA
Non conformités	<p>Il est établi un seul document non numéroté servant de procès verbal de dépouillement, d'évaluation et d'attribution.</p> <p>Le procès verbal, ne fait pas état du tableau de vérification des pièces administratives requises, alors que l'article 2 alinéa a du cahier des charges réclame bien la présentation de ces pièces Il n'y a pas de tableau comparatif des offres portant sur les spécifications techniques, il n'est dressé qu'un tableau comparatif des offres financières à partir duquel est choisi le candidat proposant l'offre la moins disante.</p> <p>Le cahier des charges relatif à la DRP ne donne pas de spécifications techniques, il y est simplement inscrit « Matériel d'hôtellerie ». Ce n'est que sur la facture de 3GTC que sont précisées les spécifications des mobiliers (tables restaurant en aluminium, Chaises en aluminium).</p> <p>Seule l'offre de 3GTC est versée dans le dossier (facture PROFORMA n°008/2009/GGG du 07</p>

	<p>Avril).</p> <p>Des lettres d'information n'ont pas été adressées aux soumissionnaires non retenus en violation de l'article 81-3 du CMP.</p> <p>Nous notons qu'il n'y a pas eu d'exécution financière ; la procédure n'est pas arrivée à son terme eu égard aux difficultés liées à la situation financière et comptable de l'hôpital. Les dispositions prévues à l'article 9 sur l'existence préalable des crédits budgétaires ne sont pas respectées</p>
Recommandations	<p>Etablir des PV distincts d'ouverture des plis, d'évaluation et d'attribution</p> <p>Veiller à un archivage exhaustif des dossiers de marchés</p>
Commentaires de l'Autorité Contractante	
Appréciation du Consultant	

--	--

DRP N°3 : ENTRETIEN ET REPARATION DU PARC INFORMATIQUE	
Date de saisine des fournisseurs	Le 29 avril 2009
Date de dépôt des offres	Le 15 mai 2009
Date d'ouverture des plis	Le 30 mai 2009
Délai de préparation des offres	15 jours
Date de notification	10 Juillet 2009
Fournisseurs consultés	Global Computer Solutions, Soft Solutions Sarl, Zi-zoom informatique, Global Techno Services et J.P.N COM
Nombre d'offres reçues	Trois offres sont reçues
Attributaire	GLOBAL COMPUTER SOLUTION
Montant du marché en F CFA TTC	14 950 600 F CFA
Non conformités	<p>Les dispositions de l'article 77 du CMP, relatives à la procédure de Demande de Renseignements et de Prix, ne sont pas respectées.</p> <p>Seul un document non numéroté est établi servant de procès verbal de dépouillement d'évaluation et d'attribution.</p> <p>Nous avons constaté qu'à l'exception de l'attributaire, Global Computer Solutions tous les autres soumissionnaires ont coté au-delà du seuil de 15 millions applicable aux DRP de fournitures et services. Ceci est surprenant de la part de candidats aux marchés bien au fait des seuils applicables.</p> <p>La DRP n'exige pas la présentation des pièces administratives.</p> <p>La lettre de notification à l'attributaire n'est pas classée dans le dossier.</p> <p>Des lettres d'information n'ont pas été adressées aux soumissionnaires non retenus en violation de l'article 81.3 du CMP.</p>

	Des pièces importantes ne sont pas versées au dossier de passation (lettres de consultation, cahier des charges bon de commande, bon de livraison...).
Recommandations	<p>Veiller à prendre toutes les précautions afin de prévenir les collusions entre soumissionnaires, notamment en apportant le plus grand soin à la confection des listes restreintes de candidats à consulter.</p> <p>Veiller à un archivage exhaustif des dossiers de marchés</p> <p>Veiller à requérir systématiquement les pièces dites administratives dans le cadre des appels à la concurrence</p>
Commentaires de l'Autorité Contractante	
Appréciation du Consultant	

DRP N°4 FOURNITURES DE POULETS ET ŒUFS	
Date de saisine des fournisseurs	5 Février 2009
Date de dépôt des offres	23 Février 2009
Date d'ouverture des plis	23 Février 2009
Délai de préparation des offres	18 jours
Fournisseurs consultés	CI Représentation – Distribution, Société E.E.M.IS, ETS Samba MBODJ & Frères, Société E.G.T.F et ETS Elimane FALL
Nombre d'offres reçues	Deux offres ont été reçues
Attributaire	CI REPRESENTATION - DISTRIBUTION
Montant du marché en F CFA TTC	14 796 600 F CFA
Non conformités	<p>La lettre d'invitation n'indique pas l'identité des candidats devant soumissionner.</p> <p>Seul un document non numéroté est établi servant de procès verbal de dépouillement d'évaluation et d'attribution.</p> <p>La DRP n'exige pas la présentation des pièces administratives requises par la commande publique violant ainsi les dispositions de l'article 44 du CMP.</p> <p>Des lettres d'information n'ont pas été adressées aux soumissionnaires non retenus.</p> <p>Des pièces importantes ne sont pas versées au dossier de passation (lettres de consultation, contrat cahier des charges bon de commande, bon de livraison...).</p> <p>Pour des raisons financières le marché n'a pas été exécuté en violation de l'article 9 du CMP.</p>
Recommandations	<p>Veiller à établir un PV d'ouverture des plis distinct des autres PV</p> <p>Veiller à un archivage exhaustif des dossiers de</p>

	<p>marchés</p> <p>Veiller à requérir systématiquement les pièces dites administratives dans le cadre des appels à la concurrence</p> <p>Veiller à informer systématiquement les soumissionnaires non retenus</p> <p>S'assurer de l'existence de crédits préalables avant de lancer la consultation.</p>
Commentaires de l'Autorité Contractante	
Appréciation du Consultant	

DRP N°5 FOURNITURES DE FRUITS ET LEGUMES	
Date de saisine des fournisseurs	5 Février 2009
Date de dépôt des offres	23 Février 2009
Date d'ouverture des plis	23 Février 2009
Délai de préparation des offres	18 jours
Date de notification	Non communiquée
Fournisseurs consultés	C.I Représentation–Distribution, ETS Samba MBODJ & Frères, E.G.T.F, Société E.E.M.I.S et GIE Aïta Thiaw et Fils
Nombre d'offres reçues	Deux offres ont été reçues
Attributaire	GIE Aïta THIAW & Fils
Montant du marché en F CFA TTC	13 560 000 F CFA TTC
Non conformités	<p>Seul un document non numéroté est établi servant de procès verbal de dépouillement d'évaluation et d'attribution.</p> <p>La DRP n'exige pas la présentation des pièces administratives requises à la commande publique violant ainsi les dispositions de l'article 44 du CMP.</p> <p>Le contrat n'est pas versé dans le dossier de passation</p> <p>Des lettres d'information n'ont pas été adressées aux soumissionnaires non retenus en violation de l'article 81.3 du CMP.</p>
Recommandations	<p>Veiller à établir un PV d'ouverture des plis distinct des autres PV</p> <p>Veiller à un archivage exhaustif des dossiers de marchés</p> <p>Veiller à requérir systématiquement les pièces dites administratives dans le cadre des appels à la concurrence</p> <p>Veiller à informer systématiquement les soumissionnaires non retenus et à formaliser la notification de l'attribution.</p>

Commentaires de l'Autorité Contractante	
Appréciation du Consultant	

DRP N° 6 TRAVAUX DE REHABILITATION DE LA SALLE ANGIOGRAPHIE	
Date de saisine des fournisseurs	30 Janvier 2009
Date de dépôt des offres	06 Février 2009
Date d'ouverture des plis	Février 2009
Délai de préparation des offres	06 jours
Date de notification	Non communiquée
Fournisseurs consultés	GIE LE BARON, Ets Babacar LO, E.S.C.E, SENETRACOM, SEGMENT &CO, GICOTEC et SIETRA
Nombre d'offres reçues	07 offres sont reçues
Attributaire	GIE LE BARON
Montant du marché en F CFA TTC	20 070 000 F CFA
Non conformités	<p>Le délai de préparation des offres est anormalement court pour permettre une bonne préparation des offres.</p> <p>Il est mentionné dans le procès verbal de carence non numéroté du 20 février 2009 que la direction avait lancé, le 30 janvier 2009, six lettres d'invitation aux sociétés suivantes : BTP, SENETRACOM, GICITEC, ESURE, ESCE et SIETRA. Le Président de la commission constatant n'avoir reçu qu'un seul pli déclare qu'il y'a carence et décide de faire une relance dans les mêmes conditions. Il n'y avait pas lieu de procéder à une relance de la DRP sans ouvrir et évaluer la seule offre reçue. . . .</p> <p>L'examen des offres des soumissionnaires a permis de constater que les factures pro forma présentées par SENETRACOM, SIETRA et GICOTEC ont, au regard des nombreuses similitudes, été préparées par la même source ou des sources liées sur cinq (05) papiers à en-tête différentes.</p> <p>Des pièces administratives ne sont pas réclamées aux soumissionnaires conformément aux dispositions de</p>

	<p>l'article 44 du CMP.</p> <p>La notification d'attribution n'est pas formalisée</p> <p>Le contrat du 08 Juillet 2009 n'a pas été soumis à la formalité de l'enregistrement. il ne fait pas non plus mention du numéro du marché, de la date de souscription, de la date de notification, et celle d'approbation.</p> <p>Une avance de démarrage de 40% soit 8 028 000 F CFA des travaux de la salle d'angiographie est accordée au GIE LE BARON en violation des dispositions du CMP. En outre le délai d'exécution n'excédant pas trois mois, le paiement doit être unique en fin d'exécution conformément à l'article 95 du CMP.</p> <p>Des lettres d'information n'ont pas été adressées aux soumissionnaires non retenus.</p>
Recommandations	<p>Veiller à un archivage exhaustif des dossiers de marchés</p> <p>Veiller à requérir systématiquement les pièces dites administratives dans le cadre des appels à la concurrence</p> <p>Veiller à informer systématiquement les soumissionnaires non retenus</p> <p>Veiller à se conformer aux dispositions de la réglementation en matière d'avance forfaitaire de démarrage</p>
Commentaires de l'Autorité Contractante	<p>Pour la salle d'angiographie, nous faisons amende honorable relativement aux insuffisances de procédure incriminées. Nous prenons acte de vos avis sur des similitudes (cf également pages 58 et 59 de votre rapport) que vous avez relevées et prêterons une attention accrue à l'examen des DRP, mais présumons de la bonne foi de nos collaborateurs, ne disposant d'aucune preuve de faute ou d'intention punissable à leur encontre. En outre, nous précisons qu'aucune avance de démarrage n'a été versée au GIE Le Baron. Il s'agit en réalité de décomptes faits</p>

	<p>après exécution d'allotissements de la DRP (cf copies de décompte et copie du contrat de Le BARON). Au surplus, les travaux ont duré plus de trois mois, pour les mêmes contingences liées au climat social et au contexte financier cités supra.</p>
<p>Appréciation du Consultant</p>	<p>Nous prenons acte de vos précisions néanmoins nous maintenons toutes les réserves et observations formulées sur cette opération dans notre rapport provisoire notamment sur les similitudes des factures pro forma</p>

--	--

DRP N° 7 FOURNITURE DE MATERIELS D'ENDOSCOPIES	
Date de saisine des fournisseurs	Le 1 ^{er} Juillet 2009
Date de dépôt des offres	Le 21 Juillet 2009
Délai de préparation des offres	20 jours
Fournisseurs consultés	STE, SDM, DIMINTER, SOCIETE SYSTEMES MEDICAUX et SOCIETE AFRIMED SURAL
Nombre d'offres reçues	2
Attributaire	STE
Montant du marché en F CFA TTC	14 980 200
Non conformités	<p>Il est établi un seul document non numéroté servant de procès verbal de dépouillement, d'évaluation et d'attribution. Ce procès verbal d'ouverture des plis ne fait pas état de vérification des pièces administratives en violation de l'article 44 du CMP.</p> <p>L'attributaire désigné n'est pas le moins disant mais le « mieux-disant » car son offre est supérieure à celle de son concurrent en violation de l'article 59 du CMP. L'offre de SDM est de 14 642 715 F CFA.</p> <p>Le contrat ne nous a pas été transmis, de même que les éléments de règlement.</p>
Recommandations	<p>Veiller à établir un PV d'ouverture des plis distinct des autres PV</p> <p>Veiller à un archivage exhaustif des dossiers de marchés</p>

Commentaires de l'Autorité Contractante	STE a été retenu à la demande pressante des membres de la commission technique qui ont privilégié l'expertise et l'expérience du fournisseur sur ce matériel sensible. Nous prenons néanmoins acte de votre observation fondée
Appréciation du Consultant	Le choix de l'attributaire est basé sur des critères objectifs préalablement définis dans le DAO et non sur des critères ex post déterminés en cours d'évaluation par la commission des marchés.

DRP N° 8 FOURNITURES DE DRAPS SERIGRAPHIES ET DE TISSUS POUR HABILLEMENT DU PERSONNEL DE L'HOGGY	
Date de saisine des fournisseurs	Le 02 juillet 2009
Date de dépôt des offres	Le 13 juillet 2009
Délai de préparation des offres	11 jours
Fournisseurs consultés	SOCIETE E.G.T.F, SENEFI, COMATEX, GIE LA PROVIDENCE, ESEPRESEM, ECOPRES, et GIE SOPE MOUHAMADOU RASSOUL A.K.R, M MAMADOU DIOP, SOCIETE SAMBA MBODJI ET FRERES, M ALIOU LY, GIE BADA, SOCIETE FATOUMATA BINTOU NDIAYE
Nombre d'offres reçues	6
Attribution	13 Juillet 2009
Notification	31 Juillet 2009
Attributaire	GIE SOPE MOUHAMADOU RASSOUL
Montant du marché en F CFA TTC	Cout total du marché non défini 7 080 F CFA pour les draps sérigraphies 1 770 F CFA pour les tissus habillement-Personnel
Non conformités	Nous n'avons identifié aucune anomalie significative
Recommandations	Aucune
Commentaires de l'Autorité Contractante	
Appréciation du Consultant	

DESCRIPTION	ECHANTILLON CONSTITUE A PARTIR DE LA BALANCE AUXILIAIRE DES COMPTES FOURNISSEURS			
	Acquisition de Toner HP Laser Q et de Cartouches	Fournitures Diverses (fiches d'observation, blocs ordonnances, cartes de Rendez Vous...)	Entretien des fourneaux de la cuisine	Acquisition de cartouches d'encre pour le fonctionnement du Service
Attributaires	Sen Services Informatiques	Imprimerie du Midi	Matériel Thermique Sahélien	Sedicom
Montants en F CFA	3 510 600	16 062 549	2 832 000	9 437 463
Non conformités	<ul style="list-style-type: none"> - Les achats ont été effectués sur des bases non concurrentielles. - Le dossier ne comprend pas l'attestation de précompte de la TVA et nous n'avons a fortiori pas de justificatif de déclaration et de reversement de ladite TVA précomptée 	<ul style="list-style-type: none"> - Les achats de fournitures diverses sont également effectués sous forme de commandes directes fractionnées (factures N° 13512, 13556, et 13533). - Le dossier ne comprend pas l'attestation de précompte de la TVA et nous n'avons a fortiori pas de justificatif de déclaration et de reversement de ladite TVA précomptée. - . 	<ul style="list-style-type: none"> - La sélection du prestataire pour les opérations relatives à l'entretien des fourneaux de la cuisine a été effectuée sur des bases non concurrentielles. - Nous n'avons obtenu aucun justificatif de précompte, déclaration et de reversement de la TVA précomptée 	<ul style="list-style-type: none"> - Les achats fractionnés de consommables informatiques ont été effectués sur des bases non concurrentielles - Nous n'avons obtenu aucun justificatif de précompte, de déclaration et de reversement de la TVA précomptée
Recommandations	Les achats doivent être effectués conformément aux dispositions du CMP notamment par la mise en concurrence de cinq fournisseurs selon des modes de passation appropriés au regard des estimations de consommation. Sous ce rapport la mission recommande à l'HOOGY de bannir la pratique du fractionnement des achats par une amélioration de l'appréhension des besoins conformément aux articles 7 et 8 du CMP			

		Les précomptes de TVA doivent faire l'objet de déclaration et de reversement à l'Administration Fiscale.			
Commentaires de l'AC		<p>S'agissant des réserves : relatives aux factures de votre échantillon, celles de l'Imprimerie du Midi refère à un avenant en bonne et due forme joint à la présente.</p> <p>Pour MTS, « les factures sont relatives à des services faits sur 2008. Suite à vos observations pertinentes, une DRP sera lancée en 2011 pour conformation »</p> <p>Quant à la SEDICOMI, les dépenses visées ont été engagées alors qu'elle bénéficiait d'un contrat initial en 2007, d'un avenant 1 en 2008, et d'un avenant en préparation pour 2009(cf pièces jointes). C'est en cours de processus que nous avons été informés qu'aux termes du nouveau code des marchés, les avenants ne pouvaient être établis qu'une fois. Confrontés au refus de livrer des attributaires, nous nous sommes donc rabattus sur le titulaire antécédent qu'est SEDICOMI.</p> <p>Les mêmes justifications valent de notre point de vue pour Sen Services Informatique (page 63 de votre rapport) qui a accepté de « dépanner » suite aux suspensions de livraison du titulaire du marché en 2009.</p>			
Appréciation consultant	du	En réalité, comme vous l'avez indiqué vous avez poursuivi la procédure en connaissance de cause alors qu'il aurait fallu procéder à un nouvel appel à la concurrence conforme aux dispositions du CMP. Nous maintenons les observations et réserves formulées dans le rapport provisoire	Nous prenons acte de vos observations	Nous prenons acte de vos observations	En réalité, comme vous l'avez indiqué vous avez poursuivi la procédure en connaissance de cause alors qu'il aurait fallu procéder à un nouvel appel à la concurrence conforme aux dispositions du CDM. Nous maintenons nos observations et réserves formulées dans le rapport provisoire

DESCRIPTION	ECHANTILLON CONSTITUE A PARTIR DE LA BALANCE AUXILIAIRE DES COMPTES FOURNISSEURS			
	Mécanique et Carrosserie	Mobilier de Bureau	Travaux de dallage	Fournitures diverses
Attributaires	Etablissements Waly	Diagne & frères	E.S.F.P.E.E.B	NIBAC
Montants en F CFA	2 244 006	4 774 000	6 953 625	8 012 200
Non conformités	<ul style="list-style-type: none"> - La sélection du prestataire pour les travaux de réparation des véhicules a été effectuée sur des bases non concurrentielles. - Nous n'avons obtenu aucun justificatif de déclaration et de reversement de la TVA précomptée. - 	<ul style="list-style-type: none"> - Les achats de mobilier de bureau sont également effectués sous forme de commandes directes - Nous n'avons obtenu aucun justificatif de déclaration et de reversement de la TVA précomptée. 	<ul style="list-style-type: none"> - Le dossier ne comporte aucun justificatif de l'organisation d'une concurrence pour la sélection du prestataire ayant effectué les travaux de dallage - Nous n'avons obtenu aucun justificatif de déclaration et de reversement de la TVA précomptée 	<ul style="list-style-type: none"> - Les achats de fournitures diverses ont été effectués sur des bases non concurrentielles - L'ordre de paiement n°1420 du 14/12/09 est établi pour un montant de 2 242 000 alors que le paiement par chèque SGBS n°5308807 du 19/02/10 est de 2 940 000. Aucune justification de cet écart n'a été donnée. - Nous n'avons obtenu aucun justificatif de déclaration et de reversement de la TVA précomptée
Recommandations	<p>Les achats doivent être effectués conformément aux dispositions du CMP notamment par la mise en concurrence de cinq fournisseurs selon des modes de passation appropriés au regard des estimations de consommation.</p> <p>Bannir la pratique du fractionnement des achats par une amélioration de l'appréhension des besoins conformément aux articles 7 et 8 du CMP</p> <p>Les précomptes de TVA doivent faire l'objet de déclaration et de reversement à l'Administration Fiscale.</p>			

	-			
Commentaire de l'AC	<p>S'agissant des réserves relatives aux factures de votre échantillon : pour celles de NIBAC, les deux factures la concernant sont imputées au compte 6048 (achat d'imprimés) qui a fait l'objet d'un marché dont le titulaire est l'Imprimerie du Midi. Le contrat y afférent figure en pièces jointes. Eu égard à des retards de règlement, l'attributaire a suspendu à un certain moment ses livraisons, notamment celles de factures en listing utilisées dans l'édition et la liquidation des créances à recouvrer. Ne pouvant arrêter l'encaisse et le recouvrement de produits d'exploitation névralgiques dans un contexte de crise financière aigue, des commandes ont été faites à NIBAC qui seul acceptait de livrer sans condition ; en attendant que le fournisseur titulaire reprenne ses livraisons. Nous soulignons que l'année 2009 a vu l'apurement de plus de 6 mois de retard d'édition de factures, ce qui a provoqué une augmentation des besoins sur cet article d'imprimés. C'est donc sous l'urgence que ces commandes ont été faites dans une situation exceptionnelle de crise.</p> <p>Le chèque 5308807 de 2 940 000 règle la facture n°) 55/09, et solde le reliquat de la facture 50/09 qui est de 1 040 000. Ainsi, $1\,900\,000 + 1\,040\,000 = 2\,940\,000$, soit le total du règlement en question</p> <p>Pour ce qui est des Ets Waly, les factures à l'index concernent :</p> <ul style="list-style-type: none"> -des réparations sur le véhicule du Directeur. Ce dernier, par souci d'économie, a renoncé au projet d'acquisition d'un véhicule neuf inscrit dans le plan de passation des marchés, et a opté pour une remise en état de l'ancien véhicule. -des réparations sur le véhicule ISUZU. Les mêmes raisons de souci d'économie justifient le choix des réparations, non prévues initialement mais beaucoup moins onéreuses et plus opportunes eu égard aux difficultés de trésorerie du moment. <p>Relativement à la facture de ESPEETB, vous remarquez après vérification de la liasse la concernant, que le Bon de commande est engagé pour le compte de l'exercice budgétaire 2007 ; La facture et le règlement ont trait au reliquat à payer sur engagement de bon de commande (copie jointe), d'un montant de 16 410 555 en date du 30 Août 2007. Vous pourrez également constater que le montant restant de 9 456 930 pris en compte dans votre calcul, a fait l'objet d'un précompte pour règlements antérieurs de 2 503 305, soit un solde TTC à payer de 6 953 625</p> <p>Pour ce qui est des Etablissements DIAGNE (page 64 de votre rapport), les trois factures incriminées concernent :</p> <ul style="list-style-type: none"> - L'acquisition d'une chaise orthopédique pour la seule secrétaire de l'ACP victime de maladie professionnelle qu'il fallait soigner ou mettre en congé maladie. Vues les circonstances l'achat immédiat du fauteuil s'est imposé à nous. - L'acquisition d'un bureau pour la cellule des marchés. Elle ne disposait pas de locaux et suite à l'affectation de locaux lui étant propres, il fallait au moins trouver un plan de travail pour satisfaire à des conditionnalités minimales de fonctionnalité. - L'achat d'un coffre fort : au vu du climat social délétère et de l'exemple d'hôpitaux où la caisse centrale avait fait l'objet de vols par effraction, il s'agissait pour nous de sécuriser au plus vite les deniers publics, ce qui a été fait sans délai. 			
Appréciation du Consultant	<p>Nous comprenons les motifs d'économie qui vous ont conduit à surseoir à l'achat de véhicules pour des réparations plus opportunes. Il n'en demeure pas moins que les</p>	<p>Les arguments évoqués ne vous affranchissent pas de faire appel à la concurrence par la procédure simplifiée de DRP prévue par le CMP</p>	<p>- Nous prenons acte de vos observations</p>	<p>- Il aurait fallu mettre en demeure dans des formes régulières l'attributaire avant de résilier le contrat pour s'approvisionner ailleurs en respectant les formes requises. En plus il y avait lieu de lui imputer tous les surcoûts générés par la nouvelle</p>

	dites réparations auraient dû être réalisées dans le respect des procédures concurrentielles édictées par le CMP.			commande. - Nous maintenons les réserves et observations formulées dans le rapport provisoire
--	---	--	--	--

DESCRIPTION	ECHANTILLON CONSTITUE A PARTIR DE LA BALANCE AUXILIAIRE DES COMPTES FOURNISSEURS	
	Marché Tissus-habillement personnel	Alarme-videosurveillance-interphone-telephone-informatique-electricité-cablage
Attributaires	GIE Sope Mouhamadou Rassoul	IBOU GTS
Montants en F CFA	10 620 000	2 955 900 TTC
Non conformités	<ul style="list-style-type: none"> - Le dossier ne comporte aucun justificatif de l'organisation d'une concurrence pour la sélection du prestataire ayant effectué - Nous n'avons obtenu aucun justificatif de déclaration et de reversement de la TVA précomptée. - 	<ul style="list-style-type: none"> - Ces opérations sont également effectuées sous forme de commandes directes. - Nous n'avons obtenu aucun justificatif de déclaration et de reversement de la TVA précomptée.
Recommandations	<p>Les achats doivent être effectués conformément aux dispositions du CMP notamment par la mise en concurrence de cinq fournisseurs selon des modes de passation appropriés au regard des estimations de consommation.</p> <p>Bannir la pratique du fractionnement des achats par une amélioration de l'appréhension des besoins conformément aux articles 7 et 8 du CMP</p> <p>Les précomptes de TVA doivent faire l'objet de déclaration et de reversement à l'Administration Fiscale.</p>	

Commentaires de l'AC	S'agissant de IBOU GTS (page 65 de votre rapport), la seule facture engagée à leur profit s'élève à 2 955 900 TTC (cf pièce jointe). Il s'agissait de remettre en fonction les lignes téléphoniques internes et externes de l'hôpital coupées suite à une panne ; face à la paralysie grave des activités administratives et médico techniques, il fallait réparer la panne dans les délais les plus courts. Ce type de panne étant exceptionnel, ne pouvait être prévu dans un plan de passation de marchés.
Appréciation du Consultant	Nous prenons acte de vos explications.

ANNEXE 1. LETTRE DE TRANSMISSION DU RAPPORT PROVISOIRE

BSC
BUSINESS SYSTEM
CONSULTING GROUP
(Conseil - Audit - Expertise)

12, Rue Saint Michel BP 11 616 Dakar Tél (22) 33 821 41 72 Fax (221) 33 822 95 03 E mail bsc@arc.sn

Dakar, le 15 février 2011

A Monsieur le Directeur
de l'Hôpital de Grand Yoff
(HOGGY)

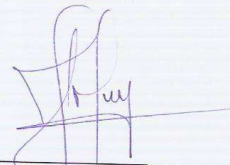
Objet : Transmission du Rapport Provisoire de la mission de revue indépendante de la conformité de la passation des marchés des autorités contractantes au titre de la gestion 2009

Monsieur le Directeur,

Nous vous prions de trouver ci – joint, pour examen et observations, la version provisoire du rapport de la mission en objet.

Vous voudrez bien nous faire parvenir vos commentaires au plus tard dans les dix jours suivant réception de la présente pour nous permettre de finaliser le rapport.

Nous demeurons à votre disposition pour toute information complémentaire et vous prions d'agréer, **Monsieur le Directeur**, l'expression de notre parfaite considération.



Ibra Guèye
Associé
B. S. C.

Business System Consulting Group
12, Rue du Docteur THEZE
Tél: 821 41 72 - Fax: 822 95 03
BP: 11616 - Dakar SENEGAL
Email: bsc@arc.sn



24 FEV 2011

ANNEXE 2. REPONSES DE L'AUTORITE CONTRACTANTE



République du Sénégal

Ministère de la Santé & de la Prévention Médicale

HOPITAL GENERAL DE GRAND YOFF

B.P. : 3270 – Tél : 827.62.21 – 827.08.19

Fax : 827.61.49 – Email : epshoggy@gmail.sn

Dakar, le... 8 MARS 2011...

N° - 00644 DIR/ADCPM/MK

Objet : apports et réponses aux réserves, observations et questions formulées dans votre rapport provisoire de revue indépendante de la conformité de la passation des marchés au titre de la gestion 2009

Réf : votre lettre relative au rapport à l'objet, en date du 15 Février 2011, reçue le 24 Février 2011

Monsieur le Directeur,

Nous avons bien reçu votre lettre en référence relative au rapport à l'objet et qui a retenu toute notre attention. Son exploitation par nos services compétents concernés par les processus et procédures relatifs aux marchés nous amène subséquemment à apporter les réponses et précisions suivantes :

I au niveau de la note introductive à Monsieur le Directeur Général de l'ARMP :

S'agissant des réserves :

- Relatives aux factures de votre échantillon :

- o Celle de l'Imprimerie du Midi réfère à un avenant en bonne et due forme joint à la présente
- o La facture établie par le GIE SOPE MOUHAMADOU RASSOUL, procède d'une mise en concurrence effective. Vous notez d'ailleurs à la page 62 de votre rapport (copie de la page ci-jointe), n'avoir constaté aucune anomalie significative sur la DRP en question attribuée à GIE SOPE MOUHAMADOU RASSOUL.
- o Celles de NIBAC (cf également page 64 de votre rapport) :
 - les deux factures la concernant sont imputées au compte 6048 (achat d'imprimés) qui a fait l'objet d'un marché dont le titulaire est l'Imprimerie du Midi. Le contrat y afférant figure en pièces jointes. Eu égard à des retards de règlement, l'attributaire a suspendu à un certain moment ses livraisons, notamment celles de factures en Listing utilisées dans l'édition et la liquidation des créances à recouvrer. Ne pouvant arrêter l'encaisse et le recouvrement de produits d'exploitation névralgiques dans un contexte de crise financière aigue, des commandes ont été faites à NIBAC qui seul acceptait de livrer sans condition ; en attendant que le fournisseur titulaire reprenne ses livraisons. Nous soulignons que l'année 2009 a vu l'apurement de plus de 6 mois de retard d'édition de factures, ce qui a provoqué une augmentation des besoins sur cet article d'imprimés C'est donc sous l'urgence que ces commandes ont été faites dans une situation exceptionnelle de crise ;

1

- le chèque 5308807 de 2 940 000 règle la facture n°) 55/09, et solde le reliquat de la facture 50/09 qui est de 1 040 000. Ainsi, $1\,900\,000 + 1\,040\,000 = 2\,940\,000$, soit le total du règlement en question
- Pour ce qui est des Ets WALY, les factures à l'index (visées notamment à la page 64 de votre rapport) concernent :
 - des réparations sur le véhicule du Directeur. Ce dernier, par souci d'économie, a renoncé au projet d'acquisition d'un véhicule neuf inscrit dans le plan de passation des marchés, et a opté pour une remise en état de l'ancien véhicule.
 - Des réparations sur le véhicule ISUZU. Les mêmes raisons de souci d'économie justifient le choix de réparations, non prévues initialement mais beaucoup moins onéreuses et plus opportunes eu égard aux difficultés de trésorerie du moment
- Relativement à la facture de ESPEETB (voir page 64 de votre rapport), vous remarquez après vérification de la liasse la concernant, que le Bon de commande est engagé pour le compte de l'exercice budgétaire 2007. La facture et le règlement ont trait au reliquat à payer sur engagement de bon de commande (copie jointe), d'un montant de 16 410 555 en date du 30 Août 2007. Vous pourrez également constater que le montant restant de 9 456 930 pris en compte dans votre calcul, a fait l'objet d'un précompte pour règlements antérieurs de 2 503 305, soit un solde TTC à payer de 6 953 625.
- Il en est de même pour MTS (page 63 de votre rapport), car les factures sont relatives à des services faits sur 2008. Suite à vos observations pertinentes, une DRP sera lancée en 2011 pour conformation
- Quant à la SEDICOMI, les dépenses visées ont été engagées alors qu'elle bénéficiait d'un contrat initial en 2007, d'un avenant 1 en 2008, et d'un avenant en préparation pour 2009(cf pièces jointes). C'est en cours de processus que nous avons été informés qu'aux termes du nouveau code des marchés, les avenants ne pouvaient être établis qu'une fois. Confrontés au refus de livrer des attributaires, nous nous sommes donc rabattus sur le titulaire antécédent, qu'est SEDICOMI.
- Les mêmes justifications valent de notre point de vue pour Sen Services Informatique (page 63 de votre rapport) qui a accepté de « dépanner » suite aux suspensions de livraison du titulaire du marché en 2009.
- S'agissant de IBOU GTS (page 65 de votre rapport), la seule facture engagée à leur profit s'élève à 2 955 900 TTC (cf. pièce jointe). Il s'agissait de remettre en fonction les lignes téléphoniques internes et externes de l'hôpital coupées suite à une panne ; face à la paralysie grave des activités administratives et médico techniques, il fallait réparer la panne dans les délais les plus courts. Ce type de panne étant exceptionnel, ne pouvait être prévu dans un plan de passation de marchés
- Pour ce qui est des Etablissements DIAGNE (page 64 de votre rapport), les trois factures incriminées concernent :

- L'acquisition d'une chaise orthopédique pour la seule secrétaire de l'ACP victime de maladie professionnelle qu'il fallait soulager ou mettre en congé maladie. Vues les circonstances l'achat immédiat du fauteuil s'est imposé à nous
- L'acquisition d'un bureau pour la cellule des marchés. Elle ne disposait pas de locaux et suite à l'affectation de locaux lui étant propres, il fallait au moins trouver un plan de travail pour satisfaire à des conditionnalités minimales de fonctionnalité.
- L'achat d'un coffre fort : au vu du climat social délétère et de l'exemple d'hôpitaux où la caisse centrale avait fait l'objet de vols par effraction, il s'agissait pour nous de sécuriser au plus vite les deniers publics, ce qui a été fait sans délai.

Au total, la situation d'exception qui a prévalu en 2009 a conduit à des mesures d'urgence, pour partie en inadéquation avec la réglementation, mais toutes prises de bonne foi et dans l'esprit de l'optimisation de nos commandes publiques.

Compte tenu des précisions apportées et pièces versées, nous sollicitons la révision des charges de fractionnement et de passation de gré à gré non autorisés, ou à tout le moins leur requalification, ou bien la réduction du périmètre des dépenses incriminées.

- S'agissant du DAO médicaments et assimilés : nous prenons acte et faisons droit à vos observations et recommandations figurant également aux pages 43 et 44 de votre rapport. Les diligences nécessaires sont prises pour l'exercice en cours. Nous précisons cependant que ledit DAO a fait l'objet d'un avis préalable de non objection de la DCMP par courrier en date du 16 Janvier 2009 (cf pièce jointe)
- Les avenants de 62 000 000 et de 145 000 000 (cf aussi pages 46 et 47 de votre rapport) ont fait chacun l'objet d'une demande d'établissement auprès de la DCMP, puis d'un transmis pour immatriculation et notification. Les copies de lettres, de contrats initiaux et d'avenants signés, approuvés, immatriculés et notifiés figurent ci-joints.
- Pour la salle d'angiographie, nous faisons amende honorable relativement aux insuffisances de procédure incriminées. Nous prenons acte de vos avis sur des similitudes (cf également pages 58 et 59 de votre rapport) que vous avez relevées et prêterons une attention accrue à l'examen des DRP, mais présumons de la bonne foi de nos collaborateurs, ne disposant d'aucune preuve de faute ou d'intention punissable à leur encontre. En outre, nous précisons qu'aucune avance de démarrage n'a été versée au GIE Le Baron. Il s'agit en réalité de décomptes faits après exécution d'allotissements de la DRP (cf copies de décompte et copie du contrat de Le BARON). Au surplus, les travaux ont duré plus de trois mois, pour les mêmes contingences liées au climat social et au contexte financier cités supra
- STE a été retenu à la demande pressante des membres de la commission technique qui ont privilégié l'expertise et l'expérience du fournisseur sur ce matériel sensible. Nous prenons néanmoins acte de votre observation fondée.
- Nous n'avons pas compris les insuffisances de la DRP sur l'entretien des climatiseurs et équipements de froid, relativement à l'article 44 de la loi 65-51. Nous avons cependant pris bonne note de vos observations et recommandations formulées aux pages 48 et 49 de votre rapport.

limitations à l'étendue de vos travaux et autres domaines d'incertitudes :

- La rapport de la commission des marchés n'a effectivement pas été fait. Nous ferons de notre mieux pour y remédier en l'espèce, et prendrons les mesures nécessaires pour son établissement dorénavant
- Il en est de même pour les rapports trimestriels de la cellule de passation des marchés. L'une des raisons est à trouver dans les mouvements de personnels concernant les membres de ces deux organes, ainsi que dans le top management et les outils de gestion relatifs aux marchés, qui ont demandé un temps d'ajustement pour leur intégration et leur appropriation dans notre système de contrôle interne, faute de formation.

II au niveau de la section 4 de votre rapport cité à l'objet :

- La commission des marchés a été créée en 2008, et confirmée pour le compte de l'exercice 2009 comme l'attestent les copies jointes de constitution de commission des marchés de 2008 et de renouvellement de 2009, transmises pour notification à la DCMP.
- La cellule des marchés a été mise en place par note dont copie est jointe.
- Des mesures de renforcement technique de la cellule ont été prises par une réallocation et une augmentation des ressources humaines dédiées ; une demande de formation des acteurs impliqués dans la commande publique a été formulée et adressée à l'ARMP pour le renforcement des capacités institutionnelles en la matière en 2011.

Au-delà des réserves formulées et insuffisances indexées, cet exercice de réponse à un travail de vérification, a une valeur didactique et qualitative dont mes collaborateurs et moi-même avons pris toute la mesure.

Nous vous remercions des recommandations faites dans le sens d'améliorer nos performances en matière de gouvernance du service public hospitalier.

Espérant avoir été exhaustifs dans nos réponses, nous vous prions de croire, Monsieur le Directeur, à l'assurance de notre haute considération.

Le Directeur

Luc DIGNOU

A

Monsieur Ibra GUEYE

Directeur Associé Business System Consulting Group